

PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT

**Renforcer
l'économie de
la connaissance**

P. 3

LIGUE ARABE

**Le SG de la Ligue arabe salue
"le rôle pivot" de l'Algérie
dans les dossiers régionaux
et internationaux**

P. 24

ALGÉRIE - MAURITANIE

**Lamamra reçu
par le Président
mauritanien**

P. 24

BALANCE COMMERCIALE DE L'ALGÉRIE

Baisse considérable du déficit

Le déficit de la balance commerciale de l'Algérie a enregistré une baisse considérable de 87,89% durant les huit (08) premiers mois de l'année 2021 passant à - 926 millions dollars à fin août 2021 contre - 7,6 Milliards de dollars à fin août 2020, a indiqué mardi le ministre des Finances dans un communiqué.

Cette contraction s'explique par la forte augmentation des exportations globales des marchandises qui passent de 15,1 Mds US à fin août 2020 à 23,7 Mds US, à fin août 2021, dont 2,9 Mds US d'exportation hors hydrocarbures, a précisé la même source.

P. 6
DKnews / APS



RENTÉE SCOLAIRE 2021/2022

**Près de 450
établissements livrés
(Belaribi)**

P. 3

COMPLEXE SIDER EL HADJAR

**Une nouvelle ingénierie
financière est plus
qu'une nécessité (ministre)**

P. 6

ALPHABÉTISATION

**Fatiha Tahri, une affranchie
de l'analphabétisme
qui décroche un diplôme
universitaire**

P. 8

الراعي الرسمي



مؤسسة مواطنة



بالتلقيح تستمر الحياة
+8800+ 8 0000

BIG DAY 11
SEPTEMBRE

بث مباشر عبر كل القنوات ومنصات الواب

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
وزارة الصحة

الأسبوع الوطني
للتلقيح ضد كوفيد 19



<http://www.sante.gov.dz> @sante.gov.dz SanteDz

AFFAIRES RELIGIEUSES

399 admis à l'examen d'attestation de niveau des élèves des écoles coraniques et des zaouïas



Un total de 399 candidats ont été admis à l'examen national d'attestation de niveau des élèves des écoles coraniques et des zaouïas, lancé en début du mois courant par le ministère des Affaires religieuses et des wakfs, a indiqué, mardi, un communiqué du ministère. 399 élèves sur un total de 546 candidats ont été admis à l'examen national d'attestation de niveau des élèves des écoles coraniques et des zaouïas avec un taux de réussite de plus de 73%.

Cette épreuve nationale organisée les 1 et 2 septembre en cours a concerné les élèves des troisième et quatrième cycles d'enseignement coranique et a été abritée par les Instituts de formation des corps communs aux directions des Affaires religieuses et des wakfs des wilayas de Bouira, Mila, Tamanrasset, Relizane, Illizi, Biskra, Tlemcen, Batna, Constantine et Saïda.

RELIZANE

20 concentrateurs d'oxygène au profit des services covid



Les services covid de la wilaya de Relizane ont été renforcés par 20 concentrateurs d'oxygène, dans le cadre des efforts visant à lutter contre la pandémie, a-t-on appris mardi des services de la wilaya.

Les équipements médicaux, réceptionnés lundi, ont été octroyés par une entreprise industrielle activant au niveau de la zone industrielle de Sidi Khatab (wilaya de Relizane), a-t-on indiqué de même source.

Ces concentrateurs d'oxygène seront distribués aux services Covid des établissements hospitaliers de la wilaya, a-t-on ajouté.

Parallèlement, la campagne nationale de vaccination contre la Covid-19, lancée le 4 septembre en cours, se poursuit avec une affluente appréciable des citoyens sur les points de vaccination mis en place à cet effet. La direction locale de la Santé a mobilisé 85 points de vaccination et 19 équipes mobiles pour sillonner les zones enclavées, avec un encadrement fort de 600 cadres médicaux.

CHLEF

Un mort dans un accident de la circulation à El Marsa

Une personne est morte dans un accident de la route, survenu dans la nuit de lundi à mardi, sur l'axe de la RN 11 à hauteur d'El Marsa, au Nord-ouest de la wilaya de Chlef, a indiqué un communiqué de la direction locale de la protection civile.

L'accident a eu lieu à l'entrée Ouest du village Ain Hammadi de la commune d'El Marsa, lorsqu'un véhicule touristique est entré en collision avec une moto-cyclette, a précisé la même source, signalant la mort, sur place, du conducteur de la moto, âgé de 22 ans.

Les éléments de la protection civile d'El Marsa ont transporté la dépouille de la victime vers la polyclinique de la même commune, a-t-on ajouté.

CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES ENTREPRISES ALGÉRIENNES (CGEA) M^{me} Neghza au Conseil d'administration de l'Organisation arabe du travail

La présidente de la Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA) Saïda Neghza a été élue en tant que membre au Conseil d'administration de l'Organisation arabe du travail (OAT), a indiqué mardi un communiqué de la CGEA.

Mme Neghza est élue pour un mandat de deux (02) ans au cours duquel elle représentera le patronat national algérien, a ajouté le communiqué.

La présidente de la CGEA veillera ainsi à la mise en œuvre des recommandations et décisions de la Conférence et participera à l'élaboration des perspectives d'évolution de l'Organisation arabe du travail (OAT), a-t-on souligné de même source.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

32 morts et 1451 blessés en une semaine



Trente-deux (32) personnes sont mortes et 1451 autres ont été blessées suite à 1167 accidents de la circulation, survenus entre le 29 août et le 4 septembre 2021 à travers le territoire national, selon un bilan rendu public mardi par les services de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya d'Oran avec 3 personnes décédées sur le lieu de l'accident et 59 autres blessées suite à 54 accidents de la route, précise la même source.

Par ailleurs, 1134 incendies urbains, industriels et autres ont été enregistrés dans le pays, relève la Protection civile, qui note que les plus importants (135 incendies) ont été recensés au niveau de la wilaya d'Alger.

M'SILA

Production de 80.000 quintaux de tomates

Une production de 80.000 quintaux de tomates a été réalisée à M'sila durant l'actuelle saison agricole, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya.

Cette quantité de tomate a été produite sur une superficie de 400 ha, ont précisé les mêmes services, ajoutant que le rendement par hectare dépasse les 220 quintaux.

Comparativement à la saison agricole précédente, la production de la tomate a connu dans la wilaya de M'sila une augmentation de 4.000 quintaux.

Cette augmentation est expliquée par l'entrée en exploitation de nouvelles superficies et l'introduction de techniques permettant d'augmenter la production de la tomate par hectare.

ORAN

Levée du gel sur plus de 4.500 logements promotionnels aidés



Le projet de réalisation de plus de 4.500 logements de la formule promotionnel aidé sera relancé, après la levée du gel sur ce programme, dernièrement, a-t-on appris, mardi, auprès des services de la wilaya.

Lors d'une visite au nouveau pôle urbain "Chahid Ahmed Zabana" de la commune de Missergine, effectuée lundi, le wali d'Oran Saïd Sayoud a annoncé la levée du gel sur 4.500 logements promotionnels aidés et la relance du projet dans les plus brefs délais.

Le premier responsable de la wilaya a rassuré les souscripteurs et les promoteurs immobiliers concernés par ce quota de logements que la réalisation de ce programme sera relancée incessamment.

Il a aussi annoncé que les opérations d'affichage des listes de bénéficiaires des logements sociaux, débuteront, la semaine prochaine à travers les différentes communes, ainsi que les opérations de relogement des habitants des logements précaires et des constructions illicites.

EL-OUED

La culture de maïs suscite l'intérêt des agriculteurs



"L'engouement manifesté par les agriculteurs pour cette filière stratégique s'inscrit au titre de développement des diverses expériences agricoles aux grandes incidences économiques, notamment celles ayant fait l'objet d'études prospectives des pouvoirs publics pour le développement de l'agriculture saharienne", a affirmé le directeur des services agricoles (DSA) de la wilaya d'El-Oued, Ahmed Achour.

Le même responsable a expliqué cet intérêt manifesté par les agriculteurs à cette nouvelle expérience au programme de vulgarisation agricole axé, entre-autres chapitres, sur la nécessaire diversification des cultures stratégiques au regard de leurs retombées économiques, notamment en matière de sécurité alimentaire assurée.

Les services agricoles de la wilaya assurent durant cette phase expérimentale et au titre de l'actuelle saison agricole l'accompagnement de 22 fellahs activant à travers 22 exploitations agricoles répartis sur une superficie globale de 110 hectares, a fait savoir M. Achour.

Les résultats encourageants obtenus au titre de la phase expérimentale de ce segment ont incité les agriculteurs de six (6) communes d'opter pour la contribution à l'essor de ce nouveau segment culturel, ont confié à l'APS, des agriculteurs.

PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT

Renforcer l'économie de la connaissance

Le plan d'action du gouvernement, qui sera soumis au Parlement lundi prochain pour débat, prévoit le renforcement de l'économie de la connaissance, de la recherche et développement (R&D) et de l'innovation tout en accélérant la transition numérique et le développement des startups.

Le gouvernement s'engage ainsi à l'élaboration d'une loi-cadre sur l'économie de la connaissance, la mise en place d'une stratégie nationale de transfert technologique ainsi que la mise en place des mécanismes pour le financement des travaux de prototype et de recherche et développement au profit des startups.

Il s'agit aussi de la mise en place d'incitations fiscales, pour encourager les entreprises à investir dans la recherche et développement, la mise en place d'un cadre réglementaire régissant les dépenses, qui peuvent être qualifiées de dépenses R&D en entreprise, ainsi que la mise en place de mesures incitatives pour encourager les thèses de recherche en entreprise.

De plus, pour renforcer l'économie de la connaissance, le plan prévoit la mise en place d'un mécanisme pour soutenir le dépôt de brevet à l'international, l'encouragement du recrutement de main-d'œuvre hautement qualifiée dans les entreprises, la création du statut de chercheur en entreprise et la digitalisation des procédures de dépôt de brevets.

Il s'agit aussi de la création de zones franches technologiques et d'ateliers de prototypage (makerspaces) au profit des porteurs de projets innovants et du recours aux prestataires nationaux dans le secteur du numérique et des nouvelles technologies.



Par ailleurs, le gouvernement s'engage, à travers son plan d'action, à promouvoir l'écosystème des startups et de l'économie numérique par la création du cadre réglementaire pour l'open innovation (innovation ouverte) et les intermédiaires de paiement électronique (PSP), ainsi que la mise en place des textes d'application pour le Crowdfunding (financement participatif).

Il prévoit aussi la révision

du cadre législatif du e-commerce, pour le rendre plus flexible avec les start-up, la simplification des procédures de création d'entreprises au profit des startups et autres primo-investisseurs, la création de statuts pour les freelances et auto-entrepreneurs ainsi que le renforcement du rôle des startups comme vecteurs d'inclusion financière à travers le e-paiement et le e-commerce.

De plus, le plan d'action envisage la création d'un réseau national de "Business Angels", la création de représentations régionales du "Algerian Startup Fund", le lancement du programme d'accélération des startups

via l'accélérateur public "Algeria venture", la création d'incubateurs et d'accélérateurs dans toutes les wilayas du pays ainsi que la mise en place d'un système d'évaluation et de mise à niveau des incubateurs.

Il s'agit aussi de la création d'un Finlab au profit des startups activant dans le secteur des technologies financières (fintechs), l'encouragement du capital-risque, compte tenu de son rôle clé dans le financement de l'innovation, et l'allègement des procédures administratives pour la création de fonds d'investissement et de fonds communs de placement dans l'innovation.

En outre, le plan d'action prévoit l'introduction de mesures incitatives envers les "Business Angels" et une défiscalisation des montants investis sur les startups, la facilitation de l'accès au e-paiement au profit des startups, l'exploitation des fonds d'investissement de wilaya pour le financement des start-up, le renforcement de la collaboration avec les fonds d'investissement susceptibles d'investir sur des startups en Algérie ainsi que l'encouragement des startups étrangères à s'intégrer dans l'écosystème algérien.

EFFACEMENT DE DETTES

L'Algérie a toujours soutenu la libération et le développement économique des pays africains et arabes (Expert)

L'Algérie a toujours soutenu la libération et le développement économique de nombre de pays africains et arabes sans qu'une quelconque demande politique ou diplomatique n'ait été exprimée vis-à-vis de ces pays, a estimé mardi un expert algérien.

"Depuis le soutien de l'Algérie aux mouvements de libération des pays africains et arabes, le pays a continué sur la même démarche sur le plan économique, en soutenant le développement économique de ces pays", a indiqué à l'APS l'expert économique, Mustapha Mekideche, soulignant que "l'effacement des dettes de nombre de pays africains et arabes était un outil pour leur développement économique".

"Nous avons continué sur la même voie par le soutien économique et financier" de ces pays affirme M.

Mekideche, précisant que "l'Algérie n'a pas fait comme les autres pays, soit réclamer le remboursement des intérêts, puis de la dette, soit transformer cette dette en investissements algériens dans ces pays".

L'Algérie, a-t-il insisté, "aurait pu transformer sa dette en investissements, bien que nous avions besoin de beaucoup de produits de ces pays arabes et africains, mais elle ne l'a jamais fait".

Ces dettes étaient des actifs dans ces pays là, mais "l'Algérie n'a pas fait tout ça".

Elle a décidé simplement d'effacer ces dettes, permettant à ces pays de disposer de leurs ressources pour pouvoir prendre en charge leurs besoins économiques et sociaux", ajoute M. Mekideche.

Ces décisions, selon l'expert, témoignent de "la permanence des engagements de l'Algérie en tant que pays africain et arabe solidaire avec les autres pays que ce soit pour leur libération ou leur développement économique".

M. Mekideche a, par ailleurs, rappelé que l'Algérie a également réalisé de grands projets dans le cadre du principe de la "solidarité et la fraternité", citant notamment, au Maghreb Arabe, le gazoduc qui part de l'Algérie vers l'Espagne par le Maroc, celui vers l'Italie par la Tunisie, les investissements industriels tout au long de la frontière avec la Tunisie, ainsi que la remise en état de la raffinerie en Libye à l'époque où le pays était sous embargo.

Ainsi, et selon des observateurs, en décidant de procéder à l'effacement de créances détenues auprès d'un nombre de pays africains et arabes, l'Algérie n'a jamais utilisé ce levier comme moyen de pression politique.

L'Algérie s'est toujours refusée d'utiliser le levier de sa décision d'effacer des dettes détenues sur divers pays comme un moyen d'exercer une pression quelconque, en plaçant régulièrement dans le cadre de sa politique étrangère et de coopération internationale pour un monde solidaire. A ce titre, l'Algérie a procédé durant la période de 2010 - 2014 à l'annulation de dettes d'un montant global de 1,4 milliard de dollars.

Ces dettes concernent quatorze (14) pays africains pour un montant de 902 millions de dollars et deux (02) pays arabes pour un montant de 504 millions de dollars. L'Algérie détient aussi d'autres créances sur certains pays qui n'ont pas fait l'objet d'annulation, mais font l'objet d'accords pour des échéances de remboursement.

EDUCATION

La Commission ministérielle en charge de la création des établissements éducatifs poursuivra son travail jusqu'à la fin de l'année (Belabed)

Le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed, a annoncé, mardi à Alger, que la commission ministérielle en charge du dossier de la création des établissements éducatifs poursuivra son travail jusqu'à la fin de l'année en cours afin de réceptionner de nouvelles structures éducatives.

En marge d'une réunion préparatoire conjointe avec le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi à l'occasion de la rentrée scolaire, M. Belabed a expliqué qu'il avait été décidé de maintenir le travail de la commission ministérielle en charge du dossier de la création des établissements

éducatifs jusqu'à la fin décembre, ce qui permettra de "réceptionner de nouvelles structures éducatives".

Il a ajouté que le suivi quotidien et minutieux des projets du secteur de l'Education par le ministère de l'habitat permettra la réception de plus de 450 nouveaux établissements éducatifs, ce qui est "un chiffre important qui nous permettra d'accueillir nos enseignants et nos élèves dans de bonnes conditions".

Concernant les projets du secteur qui ont enregistré un certain retard, le ministre a souligné "qu'ils font l'objet d'un suivi intensif afin d'accélérer la cadence de réalisation, et l'état d'avance-

ment de ces projets est périodiquement inspecté afin d'en recevoir davantage, ce sur quoi la commission ministérielle travaillera.

Concernant la vaccination du personnel du secteur, M. Belabed a indiqué que l'opération a atteint un "taux acceptable", s'attendant à une courbe ascendante avec la reprise d'environ un demi-million d'enseignants à partir d'aujourd'hui.

M. Belabed a également appelé tous les employés du secteur à "faire preuve de conscience pour contribuer à la limitation de la propagation du Coronavirus", soulignant que l'Etat "déploie tous ses efforts pour y faire face".

Près de 450 établissements livrés pour la rentrée scolaire 2021/2022 (Belaribi)

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a annoncé mardi à Alger la livraison au ministère de l'Education nationale de près de 450 établissements éducatifs (primaires, CEM et lycées) pour la rentrée scolaire 2021/2022.

Dans une déclaration à la presse en marge d'une réunion d'évaluation avec le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed, et des cadres des deux ministères, consacrée à l'examen de la réalisation des établissements éducatifs confiés à son ministère en prévision de la rentrée scolaire 2021/2022, M. Belaribi a précisé que les établisse-

ments éducatifs livrés dans ce cadre à l'échelle nationale comptaient près de 300 écoles primaires, 92 CEM et 67 lycées.

Les résultats obtenus sont "le fruit d'importants efforts et d'un travail mené sur le terrain pour lever les entraves rencontrées et relancer les projets à l'arrêt", a-t-il expliqué.

Et d'ajouter que "malgré les répercussions de la pandémie de Covid-19, les compétences algériennes (architectes, ingénieurs et bureaux d'études) en charge de ces projets, ont pu relever le défi et livrer environ 450 établissements éducatifs pour la rentrée scolaire prévue dans deux semaines". L'Algérie

figure parmi les pays en possession de pas mal d'indicateurs en matière de développement humain et accorde une importance majeure aux élèves scolarisés en leur offrant les équipements nécessaires à leur accueil, a-t-il ajouté.

Affirmant que la réalisation des projets de logement lancés en 2021 se fait en parallèle avec celle des structures éducatives, M. Belaribi a évoqué ses dernières sorties effectuées dans les wilayas d'Oran, Alger et Sétif où de grands sites de logement ont été livrés avec les structures éducatives.

La livraison des logements "se fait en parallèle avec celle des écoles primaires, des col-

lèges et des lycées", a-t-il dit, soulignant que la scolarisation est une ligne rouge infranchissable.

De son côté, le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed a salué les efforts consentis par le ministère de l'Habitat qui veille au suivi rigoureux des projets éducatifs, mettant en avant la livraison de 450 nouvelles structures éducatives aménagées pour accueillir les élèves à travers le pays.

M. Belabed a fait état de la décision de maintien, jusqu'au mois de décembre, de la commission ministérielle pour la création et la livraison d'autres établissements éducatifs.

LUTTE ANTI-COVID19

Boughali appelle à "une véritable et efficace coopération internationale"

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali a appelé, mardi à Vienne (Autriche), à "une véritable et efficace coopération et solidarité internationales" face à la pandémie de la COVID-19, en adoptant "une approche multilatérale" pour relever ce défi, a indiqué un communiqué de la Chambre basse du Parlement.

Dans une allocution lors des travaux de la 5ème Conférence mondiale des présidents de parlement tenue à Vienne, lue en son nom par le vice-président de l'APN, Fetas Ben Lakkhal, M. Boughali a déclaré que "le seul et unique moyen pour contenir la propagation du coronavirus est une véritable et efficace coopération et solidarité internationales", précise la même source. Estimant que "les crises peuvent se transformer en un catalyseur pour renforcer la coopération, consolider les relations multilatérales et garantir la sécurité sanitaire à l'échelle mondiale", M. Boughali a indiqué que la propagation de la COVID19 dans un monde "initialement tendu", en appelle à recourir à "une

approche multilatérale face à ce défi sanitaire à cause duquel les économies du monde ont dégringolées". Après avoir mis en garde contre "le danger que représente le protectionnisme sur la coopération internationale toute entière", le président de l'APN a ajouté que "la crise sanitaire devra être une opportunité aux organisations et organismes non gouvernementaux pour agir de nouveau et explorer des mécanismes de coopération innovants". "La réussite des conférences visant à financer le dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la Covid (Accélérateur ACT) lancé en juin 2020 en est une preuve irréfutable de l'efficacité du système multilatérale et de

la solidarité internationale en temps de crise", a-t-il poursuivi.

Le président de l'APN a appelé les gouvernements à "renouveler leurs engagements quant aux objectifs tracés en matière de financement des programmes de développement dans le cadre du Plan d'action d'Addis Abeba" et à "établir des partenariats plus efficaces, tout en réactivant ceux en place, notamment avec les secteurs privé et public et au titre de la coopération trilatérale, sud-sud et multilatérale". M. Boughali a, dans ce cadre, souligné l'importance du mécanisme Covax dans la conjoncture actuelle pour les Etats à revenu faible à modéré, précisant qu'"il s'agit d'une réponse glo-

bale concrétisée grâce à la coordination internationale dont il faut s'inspirer pour lancer d'autres initiatives du genre". Le président de l'APN a conclu son propos en insistant sur la nécessité de rendre disponibles les outils de lutte contre le Covid-19 et de renforcer le multilatéralisme pour faire face aux retombées sanitaires, économiques, sociales et géostratégiques de la pandémie". Une délégation des deux chambres du Parlement prend part à la 5e Conférence mondiale des présidents de Parlement, qui se tient à Vienne (6-7 septembre). Elle est conduite par le vice-président de l'APN, Belakheh Fitas, qui représente le président de l'APN à ces travaux.

GISEMENT DE GARA DJEBILET

Une délégation du consortium chinois bientôt sur les lieux du projet

Une réunion du Comité Intersectoriel de Coordination sur le projet d'exploitation du gisement de fer de Gara Djebilet s'est tenue, mardi, au siège du ministère de l'Energie et des mines en vue de préparer la visite prévue à partir du 10 septembre prochain d'une délégation du consortium chinois appelée à se déplacer à Tindouf et Béchar pour entamer les études du projet.

Selon un communiqué du ministère de l'Energie et des mines, cette réunion présidée par le Secrétaire général a été consacrée à la présentation du projet et sa situation actuelle depuis la signature du mémorandum d'entente le 30 mars 2021 avec le consortium d'entreprises chinoises.

"Cette rencontre vient en préparation de la visite à partir du 10 septembre d'une délégation du consortium chinois. Cette délégation est appelée à se déplacer à Tindouf et Béchar pour entamer les études du projet", a précisé le ministère.

La réunion s'est articulée principalement sur les projets connexes à prendre en charge par les différents départements ministériels chargés du Transport, des Travaux publics, des ressources en eau, des Energies renouvelables ainsi que de l'Energie et des Mines, a ajouté le communiqué.

Pour rappel, le ministre de l'Energie et des mines, Mohamed Arkab, a présidé en août dernier la première réunion de coordination intersectorielle sur le projet Gara Djebilet en présence des ministres des départements concernés.

COMMERCE

La spéculation et la monopolisation à l'origine de la hausse des prix de certains produits de consommation (UGCAA)

Le Secrétaire général (SG) de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), Hazab Benchakra a imputé la raison principale derrière la hausse des prix de certains produits de consommation au commerce parallèle qui constitue "une issue sûre pour les spéculateurs", a indiqué lundi l'Union dans un communiqué. Lors d'une réunion, tenue au siège de l'UGAA, regroupant M. Benchakra et le SG de l'Union générale des partisans algériens (UNPA), Mohamed Alioui, ont été examinés et débattus la situation et les derniers développements des départements marchand et agricole ou encore du secteur économique en général. Les deux parties ont démontré, à ce propos, "à quel point les secteurs agricole et commercial sont liés et complémentaires, constituant un cercle essentiel dans la chaîne économique nationale", note la même source. Plus précis, M. Benchakra a expliqué que la hausse des prix constatée récemment était "due au commerce parallèle qui représente une issue sûre pour les spéculateurs monopoliseurs afin de vendre leurs marchandises et imposer leur loi".

Il a été convenu, relève le communiqué, de mettre en place dans le futur une stratégie et un plan d'action commun pour assurer "la coordination, la coopération et la concertation entre les paysans et les commerçants afin de maintenir la stabilité des prix des produits dits de large consommation", avec la nécessaire "implication des partenaires et des professionnels, en coordination avec le gouvernement, pour pouvoir contrecarrer toute forme de spéculation".

Pour ce faire, il est nécessaire d'organiser "les marchés et de mettre en place des mécanismes à même d'éliminer le commerce chaotique et d'orienter ses acteurs vers un commerce légitime, en ouvrant des perspectives d'investissement dans les grands marchés commerciaux et en travaillant dans des coopératives conjointes entre agriculteurs et commerçants afin d'encadrer le marché parallèle". Il a également été décidé d'organiser des réunions périodiques de suivi et de coordination entre commerçants, artisans, agriculteurs et cadres syndicaux des deux organisations, à l'effet de "participer à la construction d'une économie forte pour une Algérie nouvelle, conformément aux engagements et promesses du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune". A noter que cette rencontre s'est déroulée dans le cadre de la concertation et de la promotion du dialogue et de l'échange entre les partenaires sociaux et les acteurs de l'économie nationale, dans le but de soutenir les efforts de l'Etat et d'assurer la réussite du plan de la relance économique auquel a appelé le Président Tebboune.

La rencontre avait également pour objectif d'accompagner le Gouvernement vers une rentrée sociale sereine, d'assurer la stabilité du front social, de préserver le pouvoir d'achat du citoyen et de faire face à toutes formes de spéculation et de monopole, notamment la stabilité des prix sur fond de la dernière hausse de certains produits de consommation, en particulier les légumes, les fruits et la viande blanche, a conclu le communiqué.

COMMERCE INTERNATIONAL

Le CNESE organise un séminaire sur la normalisation

Le Conseil national, économique, social et environnemental (CNESE) organisera, demain mercredi, un séminaire sur "la normalisation et le commerce international", permettant de mettre en évidence le rôle de la normalisation et de la certification pour le renforcement de la compétitivité des entreprises algériennes à l'international. Cet événement, organisé à l'Ecole Supérieure d'Hôtellerie et de Restauration d'Alger (ESHRA) à Ain Benian, rentre dans le cadre d'une série de séminaires organisés par le CNESE, visant à éclairer les pouvoirs publics sur certaines thématiques qui s'inscrivent dans une nouvelle dynamique de changement entamée par l'Algérie, a indiqué cette institution dans un communiqué. Estimant que le système de normalisation pourrait être un outil "efficace" de mise en œuvre de certaines politiques publiques, le CNESE explique qu'il est nécessaire, aujourd'hui, de mettre en place une politique nationale de la qualité basée sur la normalisation, à la hauteur des objectifs tracés par le Président de la République, en vue d'améliorer la compétitivité des biens et services produits localement et de développer les exportations algériennes dans le cadre de la relance de l'économie nationale post-Covid-19 et de protéger les consommateurs. Rappelant que le

Gouvernement a lancé plusieurs chantiers, dans le cadre de la relance économique, afin d'améliorer davantage la compétitivité de l'économie nationale et d'assurer son intégration régionale et internationale, le CNESE a souligné que "nous sommes appelés à définir clairement les orientations stratégiques des autorités en matière de normalisation et de certification en prenant en considération les travaux en cours ou projetés au niveau régional et international".

A cet effet, il y a nécessité d'instaurer une culture de la qualité dans tous les secteurs d'activité, avoir une bonne connaissance des marchés visés et disposer d'informations sur la réglementation locale qui sont des "aspects importants" pour développer toute activité à l'export.

C'est dans ce sillage que le séminaire sera organisé avec comme l'objectif d'informer de manière pratique toutes les parties prenantes (entreprises, consultants, associations professionnelles) sur les appuis accordés aux entreprises par les pouvoirs publics notamment à travers le "fonds national d'appui au développement des PME, d'appui à l'investissement et de la promotion de la compétitivité industrielle". Sensibiliser les opérateurs économiques sur la nécessité d'assurer une veille normative et réglementaire

pour bien appréhender l'environnement normatif international applicable à leurs activités en vue de mieux se placer sur le marché international et augmenter leurs parts de marché, ainsi que sensibiliser et faire souscrire les entreprises à la démarche de labellisation "Made in Algeria", sont également visés par le séminaire. Lever les contraintes réglementaires à l'export, la mise en place d'un système normatif ciblé, l'identification des besoins en normalisation et certification, ainsi que des l'établissement de recommandations qui feront l'objet d'une feuille de route à soumettre aux hautes autorités sont également parmi les objectifs de cet événement. Cette rencontre sera animée par des experts internationaux tels que M. Ee.Henry, expert technique international à l'ISO de Singapour, M. Johan Opperman, expert certifié ISO d'Afrique du Sud et Mme Liot Latifa Présidente de l'Union professionnelle de l'Industrie automobile et mécanique (UPIAM) de France. Des experts nationaux et autres intervenants relevant des secteurs publics et privés, tous secteurs confondus y prendront également part, en présence de quelques représentants des Conseils Economiques et Sociaux du Continent africain via visioconférence.

SOUK AHRAS

Révision des listes électorales : 1041 nouveaux inscrits et 590 radiés (ANIE)

Le nombre des nouveaux inscrits sur les listes électorales en prévision des élections locales du 27 novembre prochain dans la wilaya de Souk Ahras a atteint mardi 1041, a indiqué Dalal Lebadi coordinatrice de la délégation de wilaya de l'Autorité nationale indépendante des élections ANIE.

Durant la même période 590 inscrits ont été radiés, a précisé à l'APS Mme Lebadi, rappelant que l'opération de révision exceptionnelle des listes électorales, lancée depuis le 5 septembre courant, se poursuit jusqu'au 15 du même mois.

Conformément à la loi organique, il a été procédé à l'installation, au niveau des 26 communes que compte cette wilaya frontalière, d'une commission communale de révision des listes électorales, selon l'article 63 de la même loi, composée d'un juge et de trois citoyens choisis par l'ANIE parmi les électeurs inscrits sur la liste électorale communale concernée et le



secrétaire de la commission, a précisé la même responsable. Elle a appelé les citoyens désirant se porter candidats à cette

échéance électorale à se rapprocher du siège de l'ANIE à partir de jeudi prochain pour retirer le formulaire de collecte des signatures muni d'un CD.

Au cours d'une réunion de l'exécutif local, tenue lundi et consacrée à l'étude de plusieurs dossiers, le wali de Souk Ahras, Lounès Bouzegza, avait insisté sur l'importance d'une coordination permanente et la mobilisation de tous les moyens humains et matériels nécessaires au service de l'ANIE pour lui faciliter sa mission et permettre une organisation réussie de ce rendez-vous électoral prévu pour le 27 novembre prochain.

KHENCHELA

Production prévisionnelle de plus d'un million de quintaux de pommes (DSA)

Une production de 1,5 million de quintaux (qx) de pommes est prévue dans la wilaya de Khenchela au titre de l'actuelle saison agricole (2020-2021), a-t-on appris mardi auprès de la direction locale des Services agricoles (DSA).

La wilaya de Khenchela, qui a occupé les trois dernières saisons agricoles la première place à l'échelle nationale dans la production de pommes, devrait réaliser cette année une production d'un million et demi de qx en dépit des chutes de grêles enregistrées sur certaines régions fin août et début septembre derniers, a

déclaré à l'APS Imad Mokdad, chef de service statistiques à la DSA de Khenchela.

Jusqu'à lundi dernier, il a été procédé à la cueillette d'environ 20% de la récolte, a indiqué le responsable, rappelant que l'opération a été lancée la mi-août dernier dans les communes Kheirane, Tamza, Bouhmama, Lemsara, Yabous et Chelha.

La wilaya de Khenchela compte 6.000 hectares de pommiers, dont 1.200 ha de nouvelles plantations non productives, a-t-il ajouté.

La surface productive de pommes est estimée cette saison à 4.800 ha

répartis sur six communes, a précisé M. Mokdad, relevant que 51% des surfaces sont protégées par des filets anti-grêle. Il a rappelé que les régions montagneuses de la wilaya sont réputées pour leur production de pommes, notamment la commune de Bouhmama, qui occupe la première place.

Selon les données de la DSA, environ 40 chambres froides et 500 magasins répartis à travers la wilaya de Khenchela, assurent le stockage des pommes durant cette période de l'année avec une capacité globale estimée à 62.000 m³.

MASCARA

La réception du stade de Sig attendue à la fin de l'année en cours

La réception du stade de football, d'une capacité de 20.000 places, de la ville de Sig (wilaya de Mascara) est attendue à la fin de l'année en cours, a indiqué, mardi, le wali de Mascara, Abdelkhalik Sayouda.

Le taux d'avancement des travaux de cette structure sportive a atteint 85%, indique le même responsable, ajoutant que quelques problèmes techniques et logistiques, qui faisaient entrave à l'avancement des

travaux au rythme exigé, ont été réglés.

Acet effet, un plan de travail permettant d'achever le reste du projet, à l'instar des terrains du stade et l'aménagement extérieur, avant la fin de l'année, a été mis en place.

Lors de sa visite d'inspection et de travail à ce projet, dont l'exploitation est prévue pour les Jeux Méditerranéens qu'accueillera Oran en 2022, le wali de Mascara a indiqué que le

problème d'approvisionnement en eau pour l'irrigation du stade a été réglé, par son raccordement à un puits se trouvant, non loin de là, au niveau du village d'Ain Ounane, à travers un nouveau réservoir d'eau et un réseau de transfert des eaux sur une distance de 3 km.

La réalisation du stade de la ville de Sig, qui fait partie du nouveau pôle sportif de la ville, a nécessité un montant de 700 mil-

lions de dinars, augmenté à 1 milliard et 294 millions de dinars.

Le projet a été divisé en 6 sections pour garantir une bonne cadence des travaux.

Le pôle sportif de la ville de Sig comprend une piscine semi-olympique, une salle omnisports, un parcours pour l'athlétisme, des structures qui sont entrées en exploitation de manière progressive, en plus du stade de football de 20.000 places.

GUELMA

Cinq nouveaux établissements scolaires en prévision de la rentrée

Les structures scolaires de la wilaya de Guelma ont été renforcées par la réalisation de cinq (5) nouveaux établissements des cycles primaire et secondaire en plus d'une unité de dépistage et de suivi (UDS), en prévision de la rentrée scolaire 2021-2022, a appris l'APS mardi auprès de la direction locale des équipements publics (DEP). Le palier d'enseignement secondaire a été doté d'un (1) nouveau lycée réalisé à la nouvelle ville au chef-

lieu de wilaya, a précisé la même source. D'une capacité d'accueil de 1.000 places, cette nouvelle structure dont la réception est programmée pour la nouvelle rentrée scolaire, est destinée à recevoir les élèves résidant en ce pôle urbain à grande densité démographique, a-t-on précisé.

Le palier primaire a été renforcé par quatre (4) nouvelles écoles réparties sur quatre (4) communes (Boumahra Ahmed, Guellat Bou Sbaa,

Bouhamdane et au chef-lieu de wilaya), a ajouté la même source.

Signalons que les travaux portant réalisation d'une unité de dépistage et de suivi (UDS) au collège d'enseignement moyen (CEM) "Saci Naili", implanté dans la commune de Medjez S fa (50 km à l'Est de Guelma), ont été entièrement achevés.

La nouvelle UDS entamera ses activités à la rentrée scolaire, a-t-on fait savoir.

OUARGLA

Covid-19 : ouverture de 16 unités de dépistage pour la vaccination du personnel de l'éducation

Seize (16) unités de dépistage et de suivi (UDS) ont été ouvertes dans la wilaya d'Ouargla pour la vaccination du personnel de l'éducation contre la pandémie de coronavirus en prévision de la prochaine rentrée scolaire 2021/2022, a-t-on appris mardi auprès de l'Etablissement public de santé de proximité (EPSP).

L'opération de vaccination du corps enseignant des trois paliers scolaires a débuté mardi matin, sachant que la campagne de vaccination du personnel du secteur a été lancée la semaine dernière, a expliqué la cheffe par intérim du service épidémiologie de médecine interne à l'EPSP, Safa Benadji.

Des quantités suffisantes de doses de vaccin ont été remises à cet établissement de santé publique qui a vu la mobilisation des moyens humains et matériels pour assurer le bon déroulement de cette action préventive, a-t-elle ajouté.

L'opération de vaccination, "lancée dans de bonnes conditions connaît une grande affluence du personnel de l'éducation désirant s'immuniser contre cette maladie virale", a indiqué cette spécialiste en protection de la santé publique.

De nombreux affiliés du secteur de l'éducation se sont, à cette occasion, félicités des facilités accordées au niveau des points de vaccination. Cette action préventive intervient concomitamment avec la semaine nationale de vaccination (4-11 septembre) lancée sous le signe "avec la vaccination, la vie continue" et dont les responsables ambitionnent d'accélérer la prévention collective contre la Covid-19.

OUARGLA

Cinq périmètres agricoles raccordés au réseau électrique (SADEG)

Cinq (5) périmètres agricoles ont été raccordés au réseau électrique à travers la wilaya d'Ouargla, durant le premier semestre de l'année en cours, a indiqué mardi la direction locale de la Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (SADEG), dans un communiqué.

Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts visant à accompagner le développement de l'investissement agricole dans la wilaya, a-t-on souligné.

Dans la même période, trois (3) infrastructures d'approvisionnement en eau potable dans les régions d'Ain El-Beida, Chott et El-Hdeb (périphérie d'Ouargla) ont bénéficié d'une opération similaire d'électrification visant à prendre en charge les attentes du citoyen concernant l'amélioration de l'accès à cette ressource vitale, a ajouté le communiqué.

Dans le même sillage, l'entreprise s'engage à satisfaire les demandes reçues en matière de raccordement des investissements industriels et des établissements éducatifs dans la wilaya aux réseaux électriques et de gaz naturel, a-t-on fait savoir.

La direction de la SADEG à Ouargla, a recensé jusqu'à la fin juillet dernier un total de 6.329 nouveaux clients, dont 4.013 clients pour l'électricité (basse et moyenne tension) et 2.316 autres pour le gaz naturel, selon la même source.

COMMERCE

M. Rezig reçoit la directrice générale de la chambre algéro-allemande du commerce et d'industrie

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig a reçu, mardi au siège du ministère, la directrice générale de la chambre algéro-allemande du commerce et de l'industrie, Monika Erath, d'autant que les deux parties ont discuté des questions économiques et commerciales d'intérêt commun, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Lors de la rencontre, le ministre a salué la relations bilatérales profondes qui lient l'Algérie à l'Allemagne, se félicitant de tous les partenariats réalisés à ce jour.

Les deux parties ont convenu de la nécessité de consolider l'échange commerciale et d'activer le conseil d'affaires algéro-allemand, notamment après l'entrée en vigueur de l'accord de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), ce qui permettra de créer de nouvelles opportunités, augmenter le volume des échanges commerciaux sans conditions douanières, ajoute-t-on dans la même source.

M. Rezig a également passé en revue la stratégie du Gouvernement dans son volet relatif au secteur du commerce, qui vise à diversifier les exportations et attirer les investisseurs étrangers à travers une panoplie de réformes initiées, à l'instar de la suppression de la règle 51/49 dans les secteurs non stratégiques. De son côté, la directrice générale de la Chambre algéro-allemande du commerce et de l'industrie a souligné l'efficacité du partenariat entre les deux pays dans plusieurs domaines, ajoutant que les hommes d'affaires de son pays sont pleinement disposés à accéder au marché algérien et de rechercher des perspectives offertes en vue de réaliser l'intérêt économique dans le cadre de la règle gagnant-gagnant.

Enfin, les deux parties ont convenu de créer un groupe de travail conjoint en coordination avec la CACI, lequel se chargera de l'examen de toutes les propositions qui sont à même de promouvoir les relations commerciales entre les deux pays, a conclu le communiqué.

COMPLEXE SIDER EL HADJAR

Une nouvelle ingénierie financière est plus qu'une nécessité (ministre)

Le recours à une nouvelle ingénierie financière pour renforcer la compétitivité du complexe Sider El Hadjar est devenu plus qu'une nécessité, a souligné mardi à Annaba le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar.

Le ministre de l'Industrie a souligné au cours d'une allocution, prononcée à la salle de conférences du complexe Sider El-Hadjar, dans le cadre d'une visite de travail de deux jours à Annaba, que le recours à "une nouvelle ingénierie financière", pour renforcer la compétitivité du complexe Sider el Hadjar, "est devenue plus qu'une nécessité".

Cette nouvelle approche "permettra de relancer l'activité sidérurgique du complexe et lui permettra de contribuer réellement à l'avancement de l'économie nationale et à l'amélioration des indicateurs de croissance économique" a ajouté le ministre, faisant remarquer que le complexe "fait toujours face à des difficultés financières pour financer le cycle d'exploitation" ce qui exige la recherche d'une approche qui permet d'atteindre les objectifs de rentabilité économique.

M. Zeghdar, qui a rappelé que le complexe Sider El Hadjar qui a bénéficié d'un plan de croissance d'environ 80 milliards de DA (34 milliards de DA pour la première phase et 46 milliards de DA pour la deuxième), orienté vers la réhabilitation de ses unités les plus importantes et d'améliorer la production de fonte et de matériaux plats, "nécessite aujourd'hui une révision du mode de gestion et de la stratégie de développement". Il a dans ce sens souligné que relever le défi de la rentabilité économique dans ce complexe requiert, dans le cadre de la nouvelle approche, "de réduire les coûts de production, de s'appuyer sur l'expertise et l'expérience des compétences existantes, en plus de promouvoir le partenariat avec les unités économiques de divers secteurs".

Dans le même contexte, le ministre a mis l'accent sur l'importance de "changer les mentalités et de créer un climat de dialogue et d'action participative pour développer les activités de production" appelant à relever le défi du développement de la production pour permet-

EFFACEMENT DE DETTES D'UN NOMBRE DE PAYS AFRICAINS ET ARABES

L'Algérie n'a jamais utilisé ce levier comme moyen de pression politique

En décidant de procéder à l'effacement de créances détenues auprès d'un nombre de pays africains et arabes, l'Algérie n'a jamais utilisé ce levier comme moyen de pression politique.

L'Algérie s'est toujours refusée d'utiliser le levier de sa décision d'effacer des dettes détenues sur divers pays comme un moyen d'exercer une pression quelconque, en plaçant régulièrement dans le cadre de sa politique étrangère et de coopération internationale pour un monde solidaire.

A ce titre, l'Algérie a procédé durant la période de 2010 - 2014 à l'annulation de dettes d'un montant glo-



bal de 1,4 milliard de dollars.

Ces dettes concernent quatorze (14) pays africains pour un montant de 902 millions de dollars et deux (02) pays arabes pour un montant de 504 millions de dollars.

L'Algérie détient aussi d'autres créances sur certains pays qui n'ont pas fait l'objet d'annulation, mais font l'objet d'accords pour des échéances de remboursement.

BALANCE COMMERCIALE

Baisse considérable du déficit à - 926 millions dollars à fin août 2021 (MF)

Le déficit de la balance commerciale de l'Algérie a enregistré une baisse considérable de 87,89% durant les huit (08) premiers mois de l'année 2021 passant à - 926 millions dollars à fin août 2021 contre - 7,6 Milliards de dollars à fin août 2020, a indiqué mardi le ministère des Finances dans un communiqué. Cette contraction s'explique par la forte augmentation des exportations globales des marchandises qui passent de 15,1 Mrds US à fin

août 2020 à 23,7 Mrds US, à fin août 2021, dont 2,9 Mrds US d'exportation hors hydrocarbures, a précisé la même source. Ainsi, le taux de couverture des importations par les exportations s'est ainsi amélioré, atteignant 96,24% à fin août 2021, contre 66,6% à fin Août 2020, a ajouté le communiqué. Selon le ministère, "la mise en œuvre des orientations de Monsieur le Président de la République dans le cadre de la politique du commerce

extérieur a permis durant cette année l'atténuation du déficit de la balance commerciale notamment par l'augmentation de la valeur des exportations hors hydrocarbures et l'encadrement des importations".

Dans ce contexte, le ministère des Finances a relevé "une amélioration notable des agrégats du commerce extérieur au cours des huit premiers mois de l'année 2021 comparativement à la même période de l'année 2020".

ALGÉRIE - BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

L'Algérie participe à l'augmentation du capital de la BAD

L'Algérie participe à l'augmentation spéciale temporaire du capital appelée de la Banque africaine de développement (BAD) à hauteur de 141.212 actions, selon un décret présidentiel paru au dernier journal officiel. "L'Algérie est

autorisée à concurrencer de cent quarante et un mille deux cent douze (141.212) actions appelables temporaires à l'augmentation spéciale du capital de la banque africaine de développement", stipule le décret.



tre au complexe de retrouver sa place sur le marché national et se positionner aussi bien au niveau régional qu'international. Il a indiqué que les perspectives de la période post-pandémie de Coronavirus "promettent une relance économique et une demande croissante, sur les plans local et international, pour les produits sidérurgiques, qui représentent la base de toutes les industries".

Lors de sa visite d'inspection du complexe, le ministre a inspecté "la zone chaude" (haut fourneau n 2), où il a mis en avant les efforts consentis par l'Etat dans le cadre du plan de croissance dont a bénéficié le complexe, qui a permis, dans le cadre de la première phase de cet investissement, de moderniser le haut fourneau et de faire l'acquisition d'équipements technologiques modernes pour l'exploiter, le sécuriser et le contrôler à distance.

Le ministre a également salué les efforts des jeunes compétences travaillant dans la zone chaude et l'importance de l'expérience acquise dans ce domaine, en mettant l'accent sur la nécessité de préserver ces acquis et de travailler pour augmenter la production du complexe en prévision de la relance économique attendue,

selon les prévisions, après la pandémie de Coronavirus.

Le ministre de l'Industrie a également visité l'unité de production d'oxygène médical valorisant les efforts déployés par le complexe El Hadjar dans le cadre de l'effort national pour faire face à la pandémie, en fournissant plus de 5.000 litres/ jour d'oxygène au secteur de la santé en dépit de sa situation économique "inconfortable". In situ, M. Zeghdar a rassuré les travailleurs et les cadres du complexe que la production d'oxygène sera renforcée au complexe, dans le cadre des investissements, prévus à la deuxième phase du plan de croissance afin de répondre aux besoins en cette substance stratégique.

Le ministre de l'Industrie devra tenir une rencontre à huis clos avec les cadres, les gestionnaires et le partenaire social du complexe Sider El Hadjar pour étudier les perspectives de développement de sa production.

Pour rappel, la deuxième phase du plan de croissance du complexe Sider El Hadjar, pour lequel un montant de 46 milliards de DA a été alloué, est orientée vers l'intensification des investissements pour réhabiliter et moderniser les unités de production (aciéries et laminoirs) afin d'augmenter les capacités de production du complexe de près de 800 000 tonnes par an, actuellement à 1,3 million de tonnes par an de produits ferreux longs et plats. Il est également prévu, dans le cadre de ces investissements, de renforcer les capacités du complexe dans le domaine de la production d'oxygène et de l'approvisionnement en eau, et d'atteindre une autosuffisance dans ce domaine, en plus de développer ses capacités dans la fourniture d'énergie électrique. Le ministre de l'Industrie poursuivra demain mercredi sa visite de travail dans la wilaya d'Annaba par l'inspection d'une entreprise de statut privée spécialisée en emballage métallique avant de visiter en présence du ministre de l'enseignement supérieur et la recherche scientifique, Abdelbaki Benziane et celui des transports, Aissa Bekkai l'entreprise nationale de construction de matériels et équipements ferroviaires (Ferrovial).

PÉTROLE

Le baril de Brent remonte à plus de 72,62 dollars

Les cours du pétrole se redressaient mercredi alors que les infrastructures pétrolières américaines immobilisées par la tempête Ida peinent à relancer leur activité.

Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre valait 72,62 dollars à Londres, en hausse de 1,3% par rapport à la clôture de la veille.

A New York, le baril américain de WTI pour octobre prenait de son côté 1,54% à 69,40 dollars. "Les prix sont soutenus par les problèmes de production dans le Golfe du Mexique", explique Carsten Fritsch, analyste chez Commerzbank.

Selon lui, 80% de la production de cette région riche en or noir reste limitée par les dégâts causés par la tempête Ida, et la situation pourrait mettre "des semaines" pour se normaliser, causant une perte de "30 millions de barils". Mais le marché restait relativement prudent après deux séances de baisse marquée: la propagation du variant Delta à travers le monde, qui oblige certaines régions à imposer de nouveau des confinements, pèse sur les perspectives de la demande. Les investisseurs guetteront jeudi la publication du rapport de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) sur les perspectives du marché à court terme, tandis que les données publiées jeudi par la



même agence sur les stocks américains devraient être fortement influencés par Ida. Dernier facteur à surveiller, les négociations sur le nucléaire iranien à Vienne, après la publication d'un rapport particulièrement sévère pour le pays de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Le texte, qui affirme que "depuis février 2021, les activités de vérification et de surveillance ont été

sérieusement entravées" sera examiné lors d'un Conseil des gouverneurs la semaine prochaine, au moment où les pourparlers pour ressusciter le pacte de 2015 sont au point mort. Pour le marché du pétrole, cela signifie qu'une reprise significative des exportations iraniennes de brut n'est pas à prévoir en 2021", commente Stephen Brennock, analyste chez PVM.

MARCHÉS DES CHANGES

Le dollar remonte face à un panier d'autres grandes monnaies

Le dollar américain remontait mercredi face à un panier d'autres grandes monnaies, dont l'euro, le marché guettant des interventions de membres de la Banque centrale des États-Unis (Fed) pour évaluer les perspectives de leur politique monétaire.

Dans la matinée, le dollar index, qui compare le billet vert à un panier d'autres grandes monnaies, prenait 0,19% à 92,69 points, après des gains importants la veille.

L'euro cédait 0,18% à 1,1818 dollar pour un euro.

"Les marchés vont essayer de récolter tous les indices possibles sur la façon dont la Fed va aborder une limitation de son programme de

rachats d'actifs" lors de discours de membres de l'institution plus tard dans la séance", commente Han Tan, analyste chez Exinity.

La même question taraude les cambistes depuis le début de l'été: quand est-ce que la Fed va juger que l'économie américaine est assez vigoureuse pour resserrer sa politique monétaire et limiter l'inflation? Le ton prudent du président de la Fed Jerome Powell fin août, ainsi qu'un rapport sur l'emploi décevant vendredi dernier, a pesé sur le dollar, qui se reprend cependant depuis le début de la semaine. La Banque centrale européenne (BCE), qui partagera jeudi sa dernière décision de politique monétaire

en date, est face au même dilemme. Si un réel resserrement des achats d'actifs ne devrait pas être au menu, un ralentissement du rythme de ces achats pourrait être évoqué, prévient Ulrich Leuchtmann, analyste chez Commerzbank, qui insiste: "cela ne constituerait pas un resserrement réel de la politique monétaire européenne".

"Je me dois de rappeler que le débat sur le programme de rachats d'actifs de la BCE est moins important pour le marché des changes que celui de la Fed", ajoute-t-il. En effet, le marché estime qu'un resserrement de la Fed serait la première étape vers une hausse des taux, tandis que le pro-

gramme de la BCE est plus souple. La livre britannique poursuivait également son recul face au dollar (-0,18% à 1,3762 dollar). Le Premier ministre Boris Johnson a annoncé une hausse des cotisations sociales mardi. Pour le marché des changes, "cela signifie que la Banque d'Angleterre (BoE) devrait être moins pressée de resserrer sa politique monétaire", puisque la mesure risque de peser sur la reprise, estime Lee Hardman, analyste chez MUFJ.

Le gouverneur de la BoE Andrew Bailey s'exprimera plus tard dans la séance devant la commission du Trésor du Parlement britannique.

LIBYE

La MANUL salue la fin de la division au sein de la National Oil Corporation

La Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) a salué, mardi, les efforts récents des autorités de transition du pays pour maintenir l'intégrité et l'unité de la National Oil Corporation (NOC).

"La MANUL se félicite de la médiation conduite par le Premier ministre Abdelhamid Dbeibah pour assurer l'unité et l'intégrité de la National Oil Corporation (NOC).

Le fonctionnement sans entrave de la NOC reste la pierre angulaire de la sécurité et de l'économie libyennes", indique un communi-

qué publié sur le site de la mission. La MANUL salue en outre la décision de la NOC d'intégrer tous les employés de la société parallèle en vue d'assurer son unité organisationnelle.

"Le travail de la National Oil Corporation en tant qu'acteur impartial au service du pays dans son ensemble demeure d'une importance capitale", souligne la même source. Samedi, la compagnie pétrolière libyenne a annoncé la fin de la division du secteur pétrolier entre l'Est et l'Ouest de la Libye en fusionnant tous les employés de la société parallèle

de l'est avec celle basée à Tripoli. Le Premier ministre Abdelhamid Dbeibah a décrit la démarche comme "une grande réussite pour le secteur le plus important et la seule source de revenus du pays". "Le Gouvernement d'unité nationale, depuis son approbation, a tenu à unifier toutes les institutions économiques libyennes et a accordé une attention particulière à cette question.

Il a fallu un certain temps pour atteindre cet objectif et aujourd'hui, nous mettons définitivement fin à l'ère de la division dans le secteur pétrolier tout en publiant une décision

nommant, intégrant et fusionnant toutes les personnes affiliées à la société (actuellement) parallèle", a déclaré le président de la NOC, Mustafa Sanalla.

Le Gouvernement d'unité nationale de M. Dbeibah a été nommé en février par le Forum de dialogue politique libyen sous l'égide des Nations Unies.

Mais avant l'arrivée des autorités de transition, la Libye comptait, depuis 2014, deux autorités de l'Ouest et de l'Est du pays, qui disposaient de leurs propres banques centrales et sociétés pétrolières.

AUTOMOBILE

Toyota compte investir 11,5 mds d'euros dans les batteries d'ici 2030

Le numéro un mondial de l'automobile Toyota a annoncé mardi son intention d'investir 1,500 milliards de yens (11,5 milliards d'euros) d'ici 2030 dans le développement de nouvelles batteries, alors qu'il veut se renforcer sur le segment porteur des véhicules électriques.

Le géant japonais prévoit de développer ses véhicules et batteries de manière intégrée, afin de viser une baisse de 50% des coûts de production par véhicule d'ici 2030, selon une présentation du groupe.

Toyota cherche à développer des batteries lithium-ion non seulement moins coûteuses (sans cobalt et sans nickel), mais aussi plus compactes, à plus haute durée de vie et à plus haute

densité énergétique, a-t-il précisé. Visant la neutralité carbone à horizon 2050 (et dès 2035 pour ses usines), le constructeur cherche également à bâtir un cycle de vie vertueux pour ses batteries, censées être réutilisées ou recyclées par la suite. Ces annonces interviennent alors que le groupe, pionnier et champion mondial des véhicules hybrides, accélère désormais dans les véhicules 100% électriques. En avril, Toyota avait annoncé qu'il comptait lancer 15 modèles à batteries électriques d'ici 2025, sa première offensive réellement significative sur ce segment. Mais alors que d'autres constructeurs, comme son premier rival mondial, l'allemand Volkswagen, annoncent des investissements encore plus énormes dans le

tout-électrique, Toyota continue à ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier, en misant toujours largement sur les véhicules hybrides et à hydrogène en parallèle.

Il compte ainsi vendre 8 millions de véhicules "électrifiés" (une catégorie globale incluant les hybrides) en 2030 dans le monde, soit quatre fois plus qu'en 2020. Mais sur ce total, seules 2 millions d'unités devront fonctionner à 100% sur batteries ou rouler à l'hydrogène, avait-il détaillé en mai. Ses véhicules "électrifiés" devraient représenter 100% de ses ventes en 2030 en Europe, 95% au Japon et 70% en Amérique du Nord, tandis qu'il espère atteindre 100% en Chine en 2035.

FRANCE

L'Insee s'attend à un taux de croissance de 6,25% cette année

La reprise économique de la France s'annonce finalement un peu plus forte que prévu cette année, selon l'Insee qui s'attend désormais à une croissance de 6,25%.

L'Institut national de la statistique a légèrement relevé mardi sa prévision de croissance pour 2021 par rapport à sa précédente estimation de 6% publiée début juillet.

Cette nouvelle prévision est désormais supérieure à celle du gouvernement, qui table à ce stade sur une progression du produit intérieur brut (PIB) de 6%, après la récession historique de 8% l'an dernier. Cette prévision "confirme la forte dynamique de l'économie française", s'est félicité le ministre français de l'Économie Bruno Le Maire, dans une déclaration transmise à l'AFP. Elle "marque l'efficacité de la relance économique en cours" et "l'engagement des entreprises, des salariés et des consommateurs français au redémarrage de notre économie", a-t-il ajouté.

Non seulement le rebond de l'activité et de l'emploi a été meilleur au premier semestre, mais "le fait notable de cet été c'est que nous avons connu une quatrième vague épidémique, et que malgré cette nouvelle vague, la reprise s'est poursuivie", a souligné Julien Pouget, chef du département de la conjoncture à l'Insee lors d'une conférence de presse.

Même le pass sanitaire, instauré dans les cinémas, les lieux de loisirs, les centres commerciaux ou les restaurants, n'aurait que "modérément affecté" ces secteurs, même si l'impact a été légèrement plus important pour les restaurants, évalue l'Insee.

Selon l'Insee, l'amplification de la vaccination devrait soutenir la consommation dans les secteurs soumis au pass.

Plus largement, l'Institut prévoit que la consommation des ménages, traditionnel moteur de la croissance française, rattrape d'ici la fin de l'année son retard par rapport à son niveau d'avant-crise.

Les Français ont toujours un surplus d'épargne considérable, qui atteint 157 milliards d'euros entre le début de la crise sanitaire et la fin juin 2021, selon des données de la Banque de France publiées mardi. Dans l'hypothèse où la situation sanitaire n'imposerait pas de nouvelles restrictions, l'Insee table désormais sur une progression de 2,7% du PIB au troisième trimestre (après une stabilité au premier et +1,4% au deuxième), puis de 0,5% au quatrième.

L'économie française retrouverait ainsi fin 2021 son niveau d'avant-crise, un niveau dont elle n'est plus très loin.

Après un "pic" en juin, l'activité serait restée "relativement proche de son niveau d'avant-crise" en juillet et août, entre -1% et -0,5% en dessous du niveau du quatrième trimestre 2019, selon l'Insee.

Par ailleurs, l'Insee relève les incertitudes qui pèsent encore sur la reprise, notamment du fait des tensions sur les approvisionnements des entreprises et les recrutements. L'Insee reste toutefois prudent sur les risques d'une accélération de l'inflation.

Elle maintient sa prévision d'une hausse "au moins ponctuellement" un peu au-dessus de 2%.

JIJEL Indemnités en nature pour les agriculteurs affectés par les derniers incendies

Des agriculteurs de la wilaya de Jijel ont bénéficié mardi d'une indemnité en nature (Ovins et bovins) suite aux pertes considérables causées par les incendies enregistrés le mois d'août dernier.

L'opération intervient dans le cadre de "l'exécution des instructions des hautes instances du pays portant recensement et indemnité des sinistrés des derniers incendies enregistrés dans certaines wilayas du pays", a déclaré à l'APS le secrétaire général (SG) de la wilaya Abdelkrim Benkouider en marge de la cérémonie de remise des décisions d'attribution de têtes bovines et ovines au profit d'un nombre d'agriculteurs organisée à l'Institut agricole du 5ème kilomètre.

Le SG de la wilaya de Jijel a fait part à ce titre de la distribution de 10 bovins et de six ovins en plus de 13 chèvres, toutes de races sélectionnées, au profit des agriculteurs dont le cheptel a péri lors des derniers incendies qui s'étaient déclarés dans la wilaya.

Les services de la wilaya, a-t-il indiqué, ont entamé l'opération d'assainissement de l'espace forestier en chargeant des équipes spécialisées pour débayer le terrain en évacuant les arbres et branches calcinés en prévision de l'opération de reboisement devant avoir lieu dans quelques jours.

Pour sa part, la directrice locale des services agricoles (DSA), Fadila Akli, a fait état du recensement, par ses services en collaboration avec la Conservation locale des forêts, de 526 personnes affectées par les 109 incendies enregistrés dans 24 communes ayant causé la destruction de 3.400 hectares dont 254 ha d'arbres fruitiers, soit 6.700 arbres et 22.500 oliviers.

Mme Akli a fait part également de la destruction de 600 ruches pleines, de 7.200 poulets de différentes espèces, en plus de la destruction de 36.000 mètres linéaires de conduites d'irrigation.

L'opération d'indemnité se poursuit, a souligné la même responsable, précisant que les agriculteurs affectés bénéficieront d'ici au mois d'octobre prochain de plants d'olivier et d'arbres fruitiers, en attendant la dotation des agriculteurs concernés de ruches d'ici au mois d'avril 2022.

BOUIRA Prise en charge de 120 enfants affectés par les derniers incendies (ODEJ)

Au total 120 enfants affectés par les derniers incendies ayant ravagé plusieurs villages à Tizi-Ouzou et Bouira ont été accueillis au camp de loisirs de Tiledit à Bechloul (Est de Bouira) pour bénéficier d'une prise en charge psychologique et médicale, a indiqué mardi le directeur local de l'Office des établissements de jeunes (ODEJ), Houcine Hemmal.

Observant que les incendies enregistrés dernièrement avaient affecté particulièrement les enfants, M. Hemmal a précisé que le camp de loisirs de Tiledit a reçu 80 garçons et filles venus de Larbaâ Nath Irathen et Ain El Hemmam (Tizi-Ouzou) ainsi que 40 autres bambins des communes de Zbarbar et de Bouderalba (Ouest de Bouira). "Des équipes de psychologues et de médecins sont sur place pour procurer des soins médicaux et assurer une prise en charge psychologique à ces enfants profondément affectés par les incendies qui ont fait des dizaines de morts et des centaines de brûlés", a-t-il expliqué.

Une série d'activités pédagogiques et de loisirs a été concoctée à cette occasion au profit de ces enfants au niveau du camp de Tiledit.

"Une excursion à la station climatique de Tikjda est aussi programmée dans le cadre de cette initiative", a encore ajouté le directeur de l'ODEJ. Les initiateurs de cette action, à laquelle ont aussi contribué des associations locales de Bouira, ont offert, entre autres, des trousses scolaires aux enfants hôtes, a ajouté M. Hemmal.

Pour rappel, Bouira avait accueilli et pris en charge, en août dernier, plusieurs dizaines de familles sinistrées ayant fui les incendies à Ain El Hammam, Ath Yani, et Ouacif (Tizi Ouzou).

ALPHABÉTISATION Fatiha Tahri, une affranchie de l'analphabétisme qui décroche un diplôme universitaire

Femme analphabète victime d'une tradition qui maintenait les femmes loin des bancs des écoles, Fatiha Tahri, native du village Graiche dans la commune de Taougrite (70 km au Nord-ouest de Chlef) a pu s'affranchir de son analphabétisme pour concrétiser son rêve de décrocher un diplôme universitaire, après avoir surmonté tous les obstacles qui ont juché son parcours vers le savoir.

C'est à partir de 2008, année de décès de son grand-père qui avait interdit, au nom des traditions, sa scolarisation et celle des autres filles de la famille, que le premier chapitre de l'histoire de cette femme courageuse a commencé à s'écrire.

Encouragée par son père, Fatiha, alors âgée de 14 ans, s'est inscrite aux cours alphabétisation, posant ainsi la première pierre de sa délivrance des ténèbres de l'illettrisme pour suivre la lumière des sciences et du savoir.

Cette belle histoire commença au niveau de la classe d'alphabétisation du village Chaabnia (la plus proche de son lieu de résidence), où la petite Tahri Fatiha faisait l'exception, car elle était la plus jeune analphabète du groupe comparée à ses camarades beaucoup plus âgés qu'elle. Elle démontra très vite des capacités d'apprentissage exceptionnelles et une volonté à toute épreuve pour aller de l'avant sur le chemin de sa délivrance de l'ignorance.

Fatiha excella si bien que les personnes en charge de la classe d'alphabétisation où elle était inscrite, avaient saisi la direction de l'éducation pour qu'elle puisse intégrer une classe de 4ème année primaire.

Sa scolarisation, un nouveau défi

Ce fut le début du 2ème chapitre de son histoire sur le chemin du savoir et un nouveau défi pour Fatiha qui avait à redoubler d'efforts et à faire ses preuves devant ses nouveaux camarades de classe, elle qui venait d'une classe d'alphabétisation.

Armée de détermination et s'étant fixé pour objectif de ne pas redoubler, elle rejoignait, après chaque sortie de classe, les cours d'alphabétisation afin d'améliorer son niveau.

Elle demandait conseil à ses enseignants, qui l'encouragèrent et la sou-



tinrent tant et si bien qu'elle décrocha la Gème et le BEM.

L'obtention de ces deux diplômes aiguïsa encore plus son ambition pour les études et l'acquisition du savoir et son objectif était désormais de décrocher son baccalauréat.

Ce diplôme en poche, elle accède au monde des études supérieures qui ont été couronnées par une licence en archéologie, suivie d'un Master dans la même spécialité.

Aujourd'hui encore, cette jeune fille se remémore toujours son parcours pour se libérer de l'analphabétisme partant de zéro pour devenir aujourd'hui une spécialiste en archéologie et maîtriser les nouvelles technologies.

Fatiha affirme que ces cours d'alphabétisation constituèrent "une véritable chance du destin" qu'elle a su exploiter dans l'espoir, dit-elle, de trouver un emploi lui permettant d'aider sa famille et de rendre leur dû à ses parents.

Elle n'exclut nullement la possibilité d'enseigner en classe d'alphabétisation, si l'opportunité se présente, assure-t-elle, afin d'aider les enfants

de sa région à se libérer du joug de l'analphabétisme qui "empêche toute ouverture sur les mutations mondiales, nationales et locales", estime-t-elle.

A l'occasion de la Journée internationale d'alphabétisation (8 septembre), Fatiha a lancé un appel à toute personne dont les conditions ont empêché sa scolarisation, à s'inscrire aux cours d'alphabétisation le plus proche du lieu de sa résidence, pour suivre des cours qui lui permettront d'élargir ses horizons aux plans académique et professionnel, mais aussi au plan social et culturel.

Fatiha Tahri est un exemple à suivre par toutes les filles, majoritairement victimes de l'analphabétisme comparativement aux garçons, qui veulent se débarrasser des liens de l'ignorance pour prendre le chemin des sciences et du savoir.

La lutte contre l'analphabétisme et ses retombées négatives, exige la coordination entre tous les secteurs afin de permettre aux personnes qui en sont les victimes une plus forte implication dans la vie socio-politique.

BLIDA Recul dans les efforts d'alphabétisation en raison de la pandémie du coronavirus

Les efforts d'éradication de l'analphabétisme à Blida ont enregistré un recul, durant ces deux dernières années, dû au coronavirus, qui a engendré une baisse du nombre des inscrits aux cours d'alphabétisation.

"La pandémie de la Covid-19 a constitué un frein aux efforts d'alphabétisation consentis par les autorités, au titre de la stratégie nationale d'alphabétisation, s'étalant jusqu'à 2024", a déclaré à l'APS, la directrice de l'annexe locale d'alphabétisation, Ratiba Chahmi, à la veille de la célébration de la Journée internationale d'alphabétisation (8 septembre).

Elle a cité pour preuve le recul du nombre des inscrits en cours d'alphabétisation à 4.476, durant l'année dernière, contre 6.024 inscrits en 2019/2020.

Le nombre d'affranchis de l'analphabétisme a également, été réduit à 270

personnes l'année dernière, contre 486 affranchis en 2018/2019.

Aucune personne n'a été affranchie de ce fléau, durant l'année 2019/2020, du fait de la clôture de l'année scolaire au mois de mars, immédiatement suite à la déclaration de la pandémie, dont le premier foyer fut signalé à Blida, a-t-elle dit.

Selon Mme Chahmi, "de nombreuses apprenantes ont abandonné les cours d'alphabétisation, durant l'année dernière, en dépit de l'adoption d'un protocole sanitaire, fixant le nombre des élèves de chaque classe à 10, au lieu de 20 précédemment".

La même source a indiqué que de nombreux enfants ont interdit à leurs parents de suivre ces cours, par crainte d'une éventuelle atteinte par ce virus.

Un fait à l'origine de la fermeture d'un nombre de classes d'alphabétisation dans les communes mon-

tagnes de Djebabra et Chréa.

La situation sanitaire est, aussi, à l'origine de la réduction du nombre des classes exploitées par l'annexe de Blida, qui s'appuie essentiellement sur les écoles, les mosquées et les maisons de jeunes, et ce suite à la fermeture provisoire et récurrente de nombreux établissements, dont notamment les mosquées.

En dépit de cette situation exceptionnelle, l'annexe d'alphabétisation de Blida a réussi, ces dernières années, à réaliser des résultats positifs, ayant permis à de nombreuses personnes de s'affranchir de l'analphabétisme et de poursuivre leurs études, ou une formation professionnelle, en s'inscrivant auprès du centre régional de l'enseignement et de la formation à distance, pour les premiers, ou en rejoignant un établissement de l'enseignement et de la f

ormation professionnels pour les seconds.

Mme. Ratiba Chahmi a fait cas, à ce titre, de 22 apprenants affranchis de l'analphabétisme, qui poursuivent actuellement leurs études par correspondance, contre sept autres inscrits au niveau de centres de la formation professionnelle et de l'apprentissage, en vue de l'obtention d'un diplôme professionnel les habilitant à intégrer le monde du travail.

Les mêmes efforts consentis, dans le domaine, par les autorités locales ont permis, selon la même source, de réduire le taux d'analphabétisme à 6,9 % actuellement, contre 25% en 2007.

Près de 1.070 apprenants se sont inscrits aux cours d'alphabétisation au niveau des communes de Blida, Ouled Aïch et Boufarik, au titre de la présente année scolaire.

INDONÉSIE

Au moins 41 morts dans l'incendie d'une prison

L'incendie d'une prison indonésienne dans la région de la capitale Jakarta a fait au moins 41 morts et plusieurs dizaines de blessés, a annoncé la police mercredi.

Le feu s'est déclenché pendant la nuit dans la prison de Tangerang, "41 détenus sont morts, huit sont gravement blessés et 72 ont des blessures plus légères", a déclaré le chef de la police de Jakarta, Fadil Imran, a des journalistes.



INONDATIONS AU MEXIQUE

17 morts dans un hôpital

Au moins 17 patients d'un hôpital de l'Etat d'Hidalgo, dans le centre du Mexique, sont morts dans des inondations causées par de fortes pluies, a annoncé mardi le gouvernement mexicain dans un nouveau bilan.

"Les pluies d'hier à Hidalgo ont fait déborder la rivière Tula, inondant l'hôpital général, causant la mort de 17 patients", a déclaré le gouvernement dans un message sur Twitter.

Le président mexicain Andres Manuel Lopez Obrador (AMLO) a déploré sur son compte Twitter "la mort de dix-sept patients de l'hôpital de

la Sécurité sociale en raison de la crue du rio Tula".

"C'est un très mauvais jour" pour le Mexique, a-t-il dit.

Deux autres personnes ont péri à cause des inondations à Ecatepec, dans la banlieue de Mexico, où de nombreuses rues ont été submergées, ont rapporté les médias mexicains.

Une grande partie du pays a été frappée ces derniers jours par de fortes précipitations qui ont fait déborder des cours d'eau.

Dans un message accompagné d'une vidéo, Zoé Robledo, directrice générale

de l'assurance maladie mexicaine (IMSS), qui gère l'hôpital victime de ces inondations, explique que 56 patients étaient hospitalisés dans l'établissement et qu'en quelques minutes celui-ci a été inondé, compromettant son fonctionnement.

"Au moment où le courant électrique a été coupé dans la municipalité (de Tula), l'oxygène a cessé d'être administré" aux patients, a déclaré Mme Robledo.

Selon les médias, parmi les victimes se trouvaient des patients atteints du Covid-19 sous assistance respiratoire.

SOUDAN

Les crues lèsent plus de 1.800 familles dans l'Etat du Nil Blanc

Les autorités soudanaises ont annoncé, mardi, que plus de 1.800 familles ont été affectées par les crues et les inondations dans l'Etat du Nil Blanc, dans le sud du pays. Au total, 1.800 familles ont été touchées dans la ville de Jouda dans la localité (une division administrative qui englobe des villes et des villages), indique Al-Walid Amer, le maire de la localité d'Al-Jabalîn, située dans l'Etat du Nil Blanc.

Les familles lésées comptent environ 15.000 personnes qui ont besoin d'une "intervention humanitaire urgente". Les dégâts à Jouda se sont produits en raison des crues et des inondations causées par la montée du niveau des eaux du Nil Bleu, qui a été à l'origine de l'effondrement des bâtiments résidentiels, de la mort d'un nombre conséquent de bétails et de la destruction de zones agricoles, selon le maire.

Le responsable local a qualifié la situation humanitaire dans la ville de "catastrophique", reconnaissant qu'elle "dépasse les capacités et les ressources locales". Le niveau des eaux du Nil Bleu avait baissé en juillet dernier, lorsque les autorités éthiopiennes avaient achevé le processus du deuxième remplissage du barrage de la Renaissance, avant que le niveau ne remonte à nouveau, et suscite des alertes d'inondations émises par les autorités soudanaises aux habitants qui vivent dans les zones adjacentes au lit du Nil. Les Nations unies ont annoncé, jeudi dernier, que plus de 88.000 personnes ont été touchées par les pluies et les inondations, et que plus de 17.500 maisons ont été partiellement ou totalement détruites, depuis le début de la saison des pluies d'automne au Soudan, au mois de juin dernier.

La saison des pluies d'automne se poursuit jusqu'en octobre. Au cours de cette période, de fortes pluies se déversent généralement en causant des crues et des inondations à l'origine des pertes humaines et des dégâts matériels. Les crues et les inondations avaient fait 138 morts au Soudan, l'année dernière. Pour l'année en cours, la montée des eaux a fait un bilan provisoire de 35 morts jusqu'à présent, selon les derniers chiffres gouvernementaux.

ESPAGNE

Deux bébés échangés dans une maternité après "une erreur humaine"

Une Espagnole de 19 ans réclame trois millions d'euros après avoir été intervertie, juste après sa naissance, avec un autre bébé et confiée à une famille qui n'était pas la sienne. L'affaire remonte à 2002 et s'est produite entre les murs de l'hôpital San Millan de Logroño (nord de l'Espagne), un établissement désormais fermé, et est le résultat d'"une erreur humaine", ont expliqué les autorités de la région de la Rioja. Cet échange entre les deux bébés - deux petites filles nées le même jour à cinq heures d'écart et toutes deux placées en couveuse - n'a été mis au jour que quinze ans plus tard. C'est en effet à la faveur d'un conflit et d'une sombre histoire de pension alimentaire dans une de ces deux familles que des tests ADN avaient révélé que ni le père ni la mère de la jeune fille n'étaient pas ses parents biologiques.

Cette dernière, qui avait toujours été élevée par sa grand-mère présumée, a depuis déposé plainte, s'estimant lourdement pénalisée par cet échange à la maternité. Agée désormais de 19 ans, elle réclame trois millions d'euros pour les dommages subis, mais les autorités sanitaires ne sont disposées à payer que 215.000 euros, a poursuivi Me Saez-Morga.

"Une enquête a été menée et a conclu que ce qui est arrivé procède d'une erreur humaine", s'est ainsi défendu mardi le responsable régional de la Santé, Sara Alba. "Nous n'avons pas pu déterminer qui était à l'origine de cette erreur, les systèmes informatiques de l'époque ne comportant pas autant de détails qu'aujourd'hui", a encore expliqué celle-ci devant la presse, ajoutant que les autorités se tenaient "à la disposition des familles pour leur apporter tout le soutien nécessaire". "Il s'agit d'une erreur humaine ponctuelle qui aujourd'hui ne pourrait plus arriver.

Nous pouvons garantir que cela ne se reproduira plus", a-t-elle insisté, précisant n'avoir pas connaissance d'autres cas similaires.

Selon l'avocat de la jeune femme, les résultats des tests ADN de l'autre famille, qui n'a pour l'instant pas déposé plainte, ne sont pas encore connus. Sur le plan judiciaire, les magistrats doivent statuer sur le fond de l'affaire et notamment sur la nécessaire correction de l'état civil avant de trancher sur la question de l'indemnisation, a expliqué Me Saez-Morga.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

La méningite cause 129 décès notifiés dans le nord-est du pays

Une épidémie de méningite a été déclarée dans le nord-est de la République démocratique du Congo, où 129 décès ont été enregistrés, a indiqué mercredi le bureau de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en Afrique.

"La République démocratique du Congo a déclaré une flambée épidémique de méningite dans la province de la Tshopo, dans le nord-est du pays, où 261 cas suspects et 129 décès (léthalité de 50%) au total ont été notifiés à la date du 7 septembre 2021", note l'OMS dans un communiqué. Selon l'organisation internationale, "des tests de confirmation menés par l'Institut Pasteur de Paris

ont détecté Neisseria meningitidis - une des bactéries causant la méningite la plus fréquente et qui peut potentiellement provoquer de vastes épidémies". "La méningite est une infection sérieuse et un défi de santé publique majeur. Nous agissons rapidement, en mobilisant médicaments et expertise, pour soutenir le gouvernement afin de contrôler la flambée aussi vite que possible", a déclaré la directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, Matshidiso Moeti.

Cette flambée épidémique survient dans la région de Banalia.

Un comité de riposte y a été mis en place ainsi qu'à Kisangani, capitale provin-

ciale de la Tshopo, selon le communiqué. "Plusieurs patients reçoivent déjà un traitement à domicile et d'autres au sein des formations sanitaires de la zone de santé de Banalia", note-t-on par ailleurs. La méningite se transmet par les gouttelettes de sécrétions respiratoires ou pharyngées des personnes infectées.

Un contact étroit et prolongé ou la cohabitation étroite avec une personne infectée facilite la propagation de la maladie.

La méningite est une maladie difficile à détecter car ses premiers symptômes, comme les maux de tête ou la fièvre, sont similaires à ceux d'autres mala-

dies courantes. Elle laisse souvent des séquelles irréversibles, dont la surdité et un retard mental chez les enfants. Selon le bureau Afrique de l'OMS, plus de 1,6 million de personnes (âgées de 1 à 29 ans) ont été vaccinées lors d'une campagne de vaccination de masse en 2016 dans la province de la Tshopo, qui se situe dans la ceinture africaine de méningite s'étirant sur tout le continent du Sénégal à l'Éthiopie, et traversant 26 pays. Dans le passé, des épidémies de méningite sont déjà survenues dans plusieurs provinces de la RDC. En 2009, une épidémie à Kisangani avait fait 15 morts sur 214 cas.

MADAGASCAR

Une nouvelle épidémie de peste fait 7 morts

Madagascar fait face à une résurgence inquiétante de l'épidémie de peste qui a fait au moins 7 morts depuis le 25 août dernier, selon les données du ministère de la Santé du pays D'après les informations émanant du ministère de la Santé, au moins 7 décès dont 6 cas confirmés de peste pulmonaire ont été enregistrés depuis le 25 août dernier dans la commune de Miandrandra, dans la région d'Itasy, située dans la partie centrale d'Antananarivo, capitale de Madagascar.

Fièvre, maux de tête, malaise général, pneumonie avec des essouffle-

ments, douleurs thoraciques sont les principaux symptômes de la forme pulmonaire.

Depuis le week-end dernier 22 autres cas suspects sont en cours de traitement.

La semaine dernière, une délégation composée des représentants du ministère de la Santé Publique et de l'Institut Pasteur de Madagascar a fait le déplacement dans la commune concernée pour y faire une intervention d'urgence.

La peste est considérée comme une maladie saisonnière à Madagascar.

Le pays a fait face à une flambée épidémique de peste pulmonaire urbaine en 2018 qui a fait près d'une centaine de morts.

D'après l'Institut Pasteur de Madagascar, la peste est une maladie endémique dans la Grande île avec un nombre de cas humains variant de 280 à 600 par an.

La peste sévit dans quatre foyers dont celui des Hauts-Plateaux situés dans la partie centrale du pays.

La saison de la peste s'étend généralement entre le mois de juillet jusqu'en avril selon les zones concernées.

MEXIQUE

Séisme de magnitude 6,9

Un séisme de magnitude 6,9 sur l'échelle de Richter s'est produit mardi soir dans le sud-est du Mexique, a indiqué le Centre national de sismologie, un centre américain avertissant par ailleurs d'un risque de tsunami.

L'épicentre se trouve à 14 km au sud-est d'Acapulco, dans l'Etat de Guerrero, à 400 km au sud de Mexico, a précisé le centre.

Le Centre d'alertes aux tsunamis du Pacifique, basé à Honolulu dans l'Etat américain d'Hawaii, a averti qu'un raz-



de-marée était "possible dans un rayon de 300 km autour de l'épicentre le long des côtes du Mexique".

La secousse a duré moins d'une minute et a été fortement ressentie dans toute la capitale. Aucune information relative à des victimes ou des dégâts n'a pour l'instant été communiquée.

Le dernier tremblement de terre important au Mexique (magnitude 7,1) était survenu le 19 septembre 2017 et avait causé la mort de 369 personnes.

TLEMCCEN

Près de 9000 personnes vaccinées contre la Covid-19 en trois jours

Un total de 8.972 personnes ont été vaccinées contre la Covid-19 depuis le début de la campagne nationale de vaccination samedi dernier dans la wilaya de Tlemcen, a-t-on appris mardi auprès de la direction locale de la Santé.

L'objectif est de vacciner 22 % de la population de la wilaya durant cette semaine, puis de multiplier les efforts pour dépasser la moitié de la population cible estimée à 330.000 personnes, a indiqué dr Brixia Amina, responsable à la direction.

Quelque 124.000 personnes ont été vaccinées dans la wilaya de Tlemcen, a-t-elle précisé, soulignant que pour atteindre les objectifs tracés, des chapiteaux ont été dressés dans les 23 daïras de la wilaya pour accueillir les citoyens, en plus de la mobilisation d'équipes médicales qui sillonnent les plages et les zones éloignées.

La direction de la Santé, a expliqué la responsable, s'est également intéressée aux secteurs comptant un effectif nombreux comme ceux du commerce, de l'enseignement supérieur, de la formation professionnelle et de l'éducation nationale pour assurer la vaccination de leurs effectifs.

Les clubs et les associations sportives sont également ciblés en prévision de la réouverture des diverses structures sportives et la reprise des activités sportives dans de meilleures conditions sanitaires.

La responsable a appelé la population à se rapprocher des 131 centres de vaccinations installés à travers le territoire de la wilaya et de respecter les mesures préventives, à savoir la distanciation physique, le port de la bavette afin de faire face à la prochaine vague de cette pandémie.

BILAN DE LA PANDEMIE DU COVID-19

317 nouveaux cas, 258 guérisons et 27 décès

Trois cent dix-sept (317) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 258 guérisons et 27 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé mercredi le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 198.962 dont 317 nouveaux cas durant les dernières 24 heures, celui des décès à 5.489 cas, alors que le nombre de patients

guéris est passé à 435.754 cas.

En outre, 42 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source.

Par ailleurs, 19 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 19 autres ont enregistré de 1 à 9 cas et 10 wilayas ont connu 10 cas et plus.

Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.

VACCINATION CONTRE LA COVID-19

Lancement, bientôt, d'une campagne en milieu sportif

Le directeur de la prévention et de la promotion de la santé au ministère de la Santé, Dr. Djamel Fourar a tenu, mardi à Alger, une réunion de coordination avec le président de la Commission médicale fédérale de la Fédération algérienne de football (FAF), Djamel Eddine Damerdji et le représentant de la Ligue de football professionnel (LFP), Chellam Azzedine, à l'effet de lancer, bientôt, une campagne de vaccination contre le Coronavirus (Covid-19) en milieu sportif, a indiqué un communiqué du ministère.

Cette réunion s'inscrit



dans le cadre de "l'intensification et la généralisation de la campagne de vaccination anti-Covid-19, placée

sous le slogan "Avec la vaccination, la vie continue", en milieu sportif, et ce pour garantir le bon déroulement

de la prochaine saison sportive à l'occasion du début du championnat national de football", a précisé le communiqué.

Lors de cette réunion, les trois parties ont examiné "une feuille de route pour mener à bien la campagne de vaccination qui touchera les joueurs, les staffs techniques et médicaux, et les gestionnaires, avant de la généraliser aux supporters". A cette occasion, Dr. Fourar a assuré que "toutes les conditions seront réunies pour la réussite de cette opération qui sera lancée bientôt et touchera toutes les wilayas du pays".

ORAN

Une moyenne de 7.000 personnes vaccinées par jour

Une moyenne de 7.000 personnes sont vaccinées quotidiennement à Oran depuis le début de la campagne nationale de vaccination, lancée le 4 septembre en cours, a-t-on appris mardi auprès de la direction locale de la santé et de la population locale (DSP).

Même si les objectifs de la campagne qui tablait sur 18.000 personnes à vacciner chaque jour n'ont pas été atteints, cette moyenne de 7.000 personnes par jour est considérée comme "acceptable", a déclaré le chargé de communication de la DSP, Youcef Boukhari.

En effet, les nouveaux chiffres communiqués par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), font état d'une population cible à vacciner de 1.660.000 personnes sur une population globale de 3 millions à Oran, a-t-il précisé.

L'immunité collective sera atteinte à Oran après la vaccination de 70% de la population cible, âgée de plus

de 18 ans, a fait savoir le même responsable. A l'heure actuelle, le nombre de personnes vaccinées au niveau de la wilaya d'Oran a dépassé les 510.000, a révélé la même source, ajoutant que la DSP espérait atteindre les 600.000 personnes à la fin de la campagne nationale de vaccination, prévue pour le 11 septembre. S'agissant de l'engagement à cette campagne, il demeure en dessous des attentes, selon les acteurs de cette campagne qui estiment que la période des congés, ajoutée à la baisse de la contamination, "dissuade un bon nombre de personnes à aller se faire vacciner en cette période". Le constat est le même dans plusieurs points de vaccination visités par l'APS.

Au niveau des chapiteaux de Tahtaha de M'dina J'dida, à la Place du 1er novembre et au jardin méditerranéen, les citoyens ne se bousculent pas vers ces sites. "L'affluence est timide", soutient Mohamed Sofiane

Bahlouli, médecin-chef au niveau de la protection civile d'Oran qui gère 6 points de vaccination.

Même constat est relevé au niveau de plusieurs centres sanitaires de proximité, au Front de mer, à Médiouni et à Bir El Djir.

"Lorsque l'épidémie était à son paroxysme, à la mi-août, les gens faisaient des files pendant des heures pour se faire vacciner parce qu'ils avaient peur", indique une infirmière au centre de santé de proximité à Mediouni.

"Aujourd'hui le vaccin est disponible, et les points de vaccination sont très nombreux, mais les gens ne sont pas au rendez-vous", déplore-t-elle.

Youcef Boukhari a rappelé que la demande sur la vaccination évolue en corrélation avec les cas de contamination, estimant qu'il faut faire davantage de sensibilisation pour toucher toutes les tranches de la population.

Lancement de la campagne de vaccination du corps universitaire

La campagne de vaccination contre la Covid-19 du corps universitaire d'Oran, qui dure cinq jours, a été lancée, mardi, à travers les différents établissements d'enseignement supérieur.

Cette campagne, organisée en coordination entre les établissements de l'enseignement supérieur et la direction de la santé et de la population, doit toucher les enseignants, les administrateurs et tous les agents des établissements et des œuvres universitaires, ainsi que les étudiants, dont les nouveaux, selon les organisateurs.

L'opération de vaccination se déroule au niveau de plusieurs sites universitaires, dont le campus universitaire "Docteur Taleb Mourad Salim" et la nouvelle faculté de médecine, relevant de l'université Oran 1, ainsi que le pôle universitaire de Belgaïd et l'universitaire d'Oran des sciences et de la technologie "Mohamed Boudiaf", a-t-on indiqué.

Des équipes médicales composées de médecins, d'infirmiers et d'une ambulance de la protection civile ont été mises en place au niveau de chaque site

de vaccination. Les établissements universitaires d'Oran ont déjà organisé, le mois d'août dernier, plusieurs opérations de vaccination des professeurs et du personnel, au niveau des facultés de médecine et des sciences humaines et sciences islamiques de l'université Oran 1, ainsi qu'à la bibliothèque universitaire centrale de l'université Oran 2 "Mohamed Benahmed" et l'USTO "Mohamed Boudiaf".

Le chargé de communication de l'université Oran 1, le professeur Mohamed Labassi, a indiqué à l'APS

que 345 professeurs sur les 1.423 que compte l'université ont été vaccinés, en plus de près de 500 étudiants et plus de 230 employés.

De son côté, le chargé de communication de l'USTO, Mâamar Boudia, a indiqué que l'université a organisé, lors des vacances d'été, quatre opérations de vaccination ayant touché plus de 600 enseignants et employés, ajoutant que les opérations de vaccination des étudiants seront intensifiées, lors de la rentrée universitaire, notamment ceux des cités universitaires.

Début de vaccination des supporters de clubs contre la Covid-19

La direction de la Santé d'Oran, en coordination avec la direction locale de la Jeunesse et des Sports (DJS), ont lancé mardi une opération de vaccination des supporters de clubs contre la Covid-19, en prévision de la nouvelle saison sportive 2022-2023.

L'opération, pour laquelle a été mobilisé un staff médical relevant de la DJS composé de 14 membres entre médecins et infirmiers, se déroule au niveau du Palais des sports "Hammou-Boutellil" de la commune d'Oran, a indiqué à l'APS le premier responsable de la DJS, Yacine Siefi.

Le premier jour de cette campagne a été dédié aux

membres du comité des supporters du MC Oran, le club phare de la capitale de l'Ouest, a souligné le responsable, ajoutant qu'il misait énormément sur les comités des supporters des différents clubs de la wilaya "pour sensibiliser les fans afin de se faire vacciner en masse".

Il a prévenu, en outre, qu'en prévision de la reprise des activités sportives dans toutes les catégories, en application à la dernière décision des pouvoirs publics, "il sera interdit à tout athlète ou supporter d'accéder aux enceintes sportive s'il ne présente pas son certificat de vaccination". La DJS avait entamé, il y a quelques

jours, la vaccination des sportifs au Palais des sports, une opération qui se poursuit "dans de bonnes conditions", a commenté Yacine Siefi, appelant au passage à "une meilleure coordination des responsables des clubs et associations sportives avec les organisateurs de l'opération".

Quelques disciplines sportives, à leur tête le football, avaient repris leurs activités au cours de l'exercice précédent, 2020-2021 après un long arrêt à cause de la Covid-19, néanmoins, les tribunes sont restées fermées devant les spectateurs, rappelle-t-on.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

BILAN DANS LE MONDE
Au moins 4.583.765 morts

La pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 4.583.765 morts dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre 2019, selon un bilan établi à partir de sources officielles mercredi.

Plus de 221.815.260 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie.

La grande majorité des malades guérissent, mais une part encore mal évaluée conserve des symptômes pendant des semaines, voire des mois.

Les chiffres se fondent sur les bilans communiqués quotidiennement par les autorités sanitaires de chaque pays.

Ils excluent les révisions réalisées a posteriori par certains organismes statistiques, qui concluent à un nombre bien plus important de morts.

L'OMS estime même, en prenant en compte la surmortalité directement et indirectement liée au Covid-19, que le bilan de la pandémie pourrait être deux à trois fois plus élevé que celui officiellement recensé.

Une part importante des cas les moins graves ou asymptomatiques reste aussi non détectée malgré l'intensification du dépistage dans de



nombreux pays.

Sur la journée de mardi, 9.587 nouveaux décès et 690.690 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont les Etats-Unis avec 1.081 nouveaux morts, le Mexique (1.071) et la Russie (797). Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de

morts que de cas, avec 650.511 décès pour 40.280.001 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins.

Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 584.171 morts et 20.913.578 cas, l'Inde avec 441.411 morts (33.096.718 cas), le Mexique avec 264.541 morts (3.449.295 cas) et le Pérou avec 198.568 morts (2.156.451

cas). Parmi les pays les plus durement touchés, le Pérou est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 602 décès pour 100.000 habitants, suivi par la Hongrie (311), la Bosnie (302), la Macédoine du Nord (294), la République tchèque (284) et le Monténégro (282).

L'Amérique latine et les Caraïbes totalisaient mercredi à 10h00 GMT 1.453.139 décès pour 43.684.235 cas, l'Europe 1.264.735 décès (64.306.000 cas), l'Asie 799.027 décès (51.335.778 cas), les Etats-Unis et le Canada 677.546 décès (41.798.317 cas), l'Afrique 200.512 décès (7.960.211 cas), et le Moyen-Orient 187.009 décès (12.596.439 cas), et l'Océanie 1.797 décès (134.285 cas).

Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par des agences auprès des autorités nationales compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

SUÈDE
Vers la levée quasi totale de ses restrictions fin septembre

La Suède va lever la quasi totalité de ses restrictions anti-Covid le 29 septembre du fait de l'avancée de son programme de vaccination et de la bonne situation épidémiologique, a annoncé le gouvernement mardi.

Après cette date, seules demeureront des recommandations générales d'hygiène accrue et de distanciation dans les lieux publics, même si le gouvernement envisage d'introduire un pass vaccinal pour les grands événements, a annoncé l'exécutif.

"Notre objectif a toujours été de pouvoir lever les restrictions dès que possible", a affirmé le ministre de la Santé Lena Hallengren lors d'une conférence de presse.

Le pays nordique s'est distingué durant la crise en ne confinant pas mais avait appelé à télétravailler au maximum, introduit des plafonds de rassemblements ou encore mis en place des restrictions sur les tablées et les heures d'ouverture des restaurants ou des bars, dont certaines sont toujours en vigueur.

La levée progressive de ces mesures avait été programmée en mai dans le cadre d'un plan en cinq étapes, dont la quatrième à la fin septembre.

PALUDISME - SIDA - TUBERCULOSE
Recul inédit de la lutte contre sida, tuberculose et paludisme à cause du covid-19

Le Covid-19 a eu un "impact dévastateur" sur la lutte contre le sida, le paludisme et la tuberculose, qui a connu un recul sans précédent, a déploré mercredi le Fonds mondial de lutte contre ces maladies dans son rapport annuel.

Pour la première fois depuis sa création en 2002, le Fonds fait état de retours en arrière: il s'inquiète notamment de baisses significatives des services de dépistage et de prévention du VIH pour les populations clés et vulnérables, et d'une forte diminution du nombre de personnes testées et traitées pour la tuberculose, avec un impact particulier sur les programmes de lutte contre la tuberculose résistante aux médicaments.

Les chiffres de 2020 "confirment ce que nous redoutions au moment où le Covid-19 est apparu", a résumé Peter Sands, directeur exécutif du Fonds, cité dans le rapport.

"L'impact du Covid-19 a été dévastateur. Pour la première fois de notre histoire, nos principaux indicateurs sont en recul".

Le Covid-19 a gravement perturbé l'accès aux systèmes de santé, aux tests de dépistage et aux traitements dans de nombreux pays.

La pandémie a notamment eu des conséquences "catastrophiques" dans la lutte contre la tuberculose.

En 2020, le nombre de personnes traitées pour une tuberculose résistante aux médicaments a baissé de 19%.

Dans les pays où le Fonds mondial investit, quelque 4,7 millions de personnes atteintes par la maladie ont reçu un traitement, soit environ un million de moins qu'en 2019.

Sur le front de la lutte contre le VIH, l'impact du Covid est également significatif.

Si le nombre de personnes positives recevant un traitement antirétroviral a continué d'augmenter, de 9% en 2020, le rapport fait état d'un recul "alarmant" des services de prévention et de dépistage auprès des personnes clés et vulnérables. Le nombre de personnes touchées par des programmes de prévention du sida a diminué de 11% en 2020, de 12% auprès des plus jeunes populations.

Le nombre de traitements administrés aux mères pour empêcher leur bébé de contracter le virus a, lui, baissé de 4,5%.

AFRIQUE
Plus de 200.000 morts

Plus de 200.000 décès liés au Covid-19 ont été officiellement recensés en Afrique depuis le début de la pandémie, selon un comptage établi à partir de bilans officiels mardi. Au total, 200.254 personnes sont mortes du Covid-19 sur le continent depuis la découverte du virus en décembre 2019 en Chine.

Après un été particulièrement meurtrier, avec 27.000 décès dus au Covid-19 en juillet et 26.000 en août, la pandémie marque le pas sur le continent depuis quelques semaines, avec actuellement 617 nouveaux décès par jour contre jusqu'à 990 fin juillet, le record enregistré sur le continent. Le

recul du Covid-19 à l'échelle continentale est dû à une forte baisse des contaminations dans les pays les plus endeuillés du continent depuis le début de la pandémie.

En Afrique du Sud, pays le plus touché d'Afrique avec un total de 83.899 décès dus au Covid-19, environ 7.400 nouveaux cas et 234 nouveaux décès quotidiens ont été recensés en moyenne ces sept derniers jours, contre jusqu'à 20.000 cas et 420 décès par jour en juillet.

La baisse est encore plus importante en Tunisie, qui a déploré ces sept derniers jours une moyenne de 1.680 cas et

64 décès par jour, des chiffres respectivement en baisse de 41 et 39% par rapport à la semaine précédente.

Ces bilans sont très nettement inférieurs à ceux atteints en juillet, avec jusqu'à 7.900 cas et 207 décès quotidiens, une situation alors qualifiée de "catastrophique" par le gouvernement. Par ailleurs, l'Afrique est le continent où la vaccination est la moins avancée. Seules huit doses ont été administrées pour 100 habitants, a-t-on indiqué, contre 102 en Europe et 116 aux Etats-Unis et au Canada.

L'OMS a dénoncé fin août les "inégalités choquantes" d'accès aux vaccins.

ITALIE

Proche de l'immunité collective contre la COVID-19, selon un haut responsable

L'Italie se rapproche d'une immunité collective contre la COVID-19, a déclaré le commissaire italien en charge de la lutte contre la pandémie.

Le général de corps d'armée Francesco Paolo Figliuolo, qui est également Commissaire extraordinaire pour la situation d'urgence liée au coronavirus d'Italie, a déclaré que plus de 80 % des

résidents éligibles à la vaccination avaient reçu au moins une dose de vaccin, et a prédit que le même pourcentage de résidents éligibles serait entièrement vacciné d'ici fin septembre. "L'Italie est proche de l'immunité collective. D'ici la fin du mois, 80 % de la population sera entièrement immunisée", a-t-il indiqué. L'immunité collective fait référence au point de

basculé où une partie suffisamment importante de la population est immunisée contre une maladie infectieuse, si bien qu'il devient difficile pour la maladie de se propager au sein de cette population. Plus de 70 % des personnes âgées de 19 à 29 ans ont reçu au moins une dose de vaccin en Italie, ce qui représente une étape importante pour le pays, a

déclaré le général. Il a cependant appelé à la prudence, notant que 1,8 million d'habitants dans la cinquantaine - un groupe d'âge vulnérable - n'étaient pas encore vaccinés.

Selon le ministère de la Santé, près de 39 millions d'Italiens avaient déjà été vaccinés mardi, soit 72,2 % de toutes les personnes âgées de 12 ans et plus dans le pays.

INDE

Plus de 700 millions de doses de vaccins administrées

L'Inde a administré à ce jour plus de 700 millions de doses de vaccins contre le Covid-19, a déclaré mardi le ministère de la Santé, mettant en avant le rythme rapide de la campagne de vaccination au cours notamment de la semaine dernière.

Lundi, le pays de 1,3 milliard d'habitants a administré plus de 10,1 millions de doses, franchissant ainsi la barre des 10 millions de doses quotidiennes trois fois au cours des 11 derniers jours.

"Le gouvernement central s'est engagé

à accélérer le rythme et à étendre la portée de la vaccination contre le Covid-19 dans tout le pays... Les efforts soutenus et coordonnés des gouvernements locaux permettent de maintenir le bilan quotidien des nouveaux cas sous la barre de 50.000 depuis maintenant 72 jours", a noté le ministère de la Santé dans un communiqué.

L'Inde avait lancé la campagne de vaccination le 16 janvier, en commençant par les agents de santé dans la première phase

avant d'élargir la vaccination au profit de tous les adultes depuis mai dernier.

Le pays, où plus de 200.000 personnes sont mortes lors d'une vague virulente en avril et mai derniers, met les bouchées doubles pour atteindre l'immunité collective et éviter une troisième vague de Covid-19. Cinq vaccins contre le Covid-19 sont approuvés en Inde pour "une utilisation d'urgence" à savoir Johnson & Johnson, Covishield d'AstraZeneca, Sputnik V, Moderna et le vaccin local de Covaxin.

SURDITÉ QUAND S'INQUIÉTER ?

Au moins 1 enfant sur 800 naît avec un grave problème de surdité. Pourtant, elle n'est souvent dépistée qu'après le premier anniversaire. Y a-t-il des signes à ne pas négliger ?

Pendant longtemps, seuls les nouveaux-nés présentant un facteur de risques étaient soumis à un dépistage d'office de la surdité. Le hic, c'est qu'au moins la moitié des surdités néonatales ne sont pas liées à un facteur de risques. Et que 90 % des bébés nés sourds ont des parents sans problème particulier d'ouïe. Du coup, pendant des générations, beaucoup de surdités néonatales n'étaient pas dépistées à la maternité.

Le bébé grandit et les parents commencent à s'inquiéter au bout de la première année, en cas de surdité profonde. Qui finit par faire l'objet d'un dépistage entre 12 et 18 mois. Quand la surdité est plus légère, c'est seulement vers l'âge de 23 mois que l'enfant subit un examen poussé. Les surdités légères ou moyennes ne seront diagnostiquées que vers l'âge de 3 ans quand l'enfant fait répéter souvent ou prononce mal les mots. Quelles que soient l'origine et la gravité de la surdité, le dépistage tardif a pour conséquence de provoquer un retard évident sur l'acquisition du langage, l'autonomie et la socialisation de l'enfant.

LES SIGNES D'ALERTE

Avant 3 mois bébé ne sursaute pas aux bruits soudains, dort profondément.

À partir de 6 mois bébé ne gazouille pas ou peu, ne cherche pas des yeux l'origine du son si elle n'est pas visible.

Entre 9 et 12 mois bébé ne réagit pas à une demande quand elle n'est pas as-



sociée à un geste ou une mimique ; il ne prononce pas des syllabes associées (papapa, ba-ba, ma-ma...)

À partir de 12 mois : il ne baragouine pas quelques mots de base et usuels (ga-to).

À 18 mois bébé ne sait pas désigner un objet ou une partie de son corps.

À 2 ans Pas de mots associés aux images ou d'association de mots évoluant une situation (maman partie).

À 3 ans À l'école, il ne comprend pas les consignes nécessitant explication.

À 4 ans II articule mal.

À partir de 5 ans II vit dans un monde bruyant (monte le son de la télé, de la radio, parle fort...), fait répéter souvent, n'entend que les sons graves, a des difficultés scolaires...

Quand dépister ?

Entre 2005 et 2007, un programme expérimental de dépistage précoce de la surdité a été mené par la Caisse nationale d'Assurance maladie, en partenariat avec l'Association française de

dépistage et de prévention des handicaps de l'enfant. Dans six maternités pilotes, le dépistage néonatal a donc été rendu systématique. Au vu des résultats, la Haute Autorité de santé (HAS) a estimé utile d'étendre ce dépistage néonatal à tous les nouveaux-nés. Un an plus tard, en janvier 2008, le Conseil national d'éthique émettait l'avis contraire, estimant que « la détection très précoce de la surdité préviendrait beaucoup plus d'inconvénient que d'avantages ». Et

préconise de laisser du temps au temps, avec une évaluation continue du handicap et des alternatives de choix proposées aux parents afin d'évaluer l'intérêt ou non d'une sur-mécanisation de la surdité. À l'heure actuelle, le dépistage reste recommandé... mais ce sont aux parents de choisir.

LES RAISONS DU VETO

Le taux d'erreur. Une étude menée sur dix ans a relevé des erreurs dans le dépistage précoce de la surdité chez des bébés. Évalués positifs au test de la surdité le 1er jour de la naissance, ils se sont révélés à posteriori autistes. Et pourtant, on leur a quand même posé tout-peut un implant cochléaire.

Évaluation continue. Le CCNE privilégie une évaluation des capacités auditives au 2ème jour de la vie jusqu'au 28ème jour, afin de repérer les enfants les bébés nécessitant un examen plus approfondi.

L'appareillage ouest obligé. Le dépistage systématique encouragerait les parents à acheter un appareillage presque automatique de l'enfant sourd ou l'implant cochléaire alors que le CCNE privilégie l'apprentissage de la langue des signes, associée à un appareillage.

Risque de rejet. Dépistage et appareillage trop précoces ne permet pas aux parents de se faire à l'idée du handicap et d'être accompagnés en ce sens afin d'éviter un rejet du « bébé non idéal ».

Est-ce que mon enfant entend bien ?

Une ouïe à la traine, et c'est toute la vie de nos enfants qui peut être chamboulée. Mais comment savoir si notre enfant, qu'il ait 1 mois ou 5 ans, entend correctement ? Et que faire si ce n'est pas le cas ? Des décodeurs en moins, et le fait d'apprendre à parler, à lire, à se faire des copains, peut se transformer en course d'obstacles. Plusieurs causes peuvent expliquer une baisse de l'audition. Cela va du simple bouchon de cérumen à l'infection de la future maman par le cytomegalovirus. Parfois, la perte auditive est temporaire, comme lorsque l'enfant a une otite séreuse. C'est la première cause de baisse de l'audition, elle concerne surtout les moins de 7 ans", prévient la Dre Martine François, ORL pédiatrique à l'Hôpital Robert-Debré (Paris). Surtout, elle avance masquée, sans fièvre ni autres signes extérieurs qui pourraient alerter. Mais dans l'ombre, du liquide s'installe derrière le tympan, atténuant les sons. C'est comme si l'enfant avait la tête sous l'eau en permanence, les mots lui parviennent de façon peu intelligible. "D'autres fois, la perte est définitive. Ce sont les surdités de perception, qui touchent l'oreille interne. 80 % sont d'origine génétique."

QUELS SONT LES SIGNES QUI DOIVENT ALERTER ?

C'est Jules qui augmente le volume de la télé, Léa qui fait constamment répéter sa maman, le petit dernier qui ne sursaute pas quand une porte claque... "Un retard de langage est un autre signal d'alerte." Les parents sont d'excellents observateurs, donc s'ils ont un doute, ils ne doivent pas hésiter à consulter un ORL, car c'est lui le spécialiste de l'audition. Son contrôle technique des oreilles est sur mesure, adapté à l'âge de l'enfant qui lui fait face. "On ne commencera pas forcément par l'otoscopie chez un tout-petit, car cette inspection du tympan et du conduit auditif externe pourrait l'effrayer" rassure la Dre François.

Au cours de l'audiométrie, le spécialiste va par exemple, le dos tourné, chuchoter des mots que l'enfant devra montrer sur une planche d'images.

QUELS SONT LES TRAITEMENTS ?

Quelle que soit l'origine de la baisse auditive, et quelle que soit l'intensité de celle-ci, il y a des solutions. "Pour les

otites séreuses ou les otites moyennes aiguës à répétition, si les médicaments ne régulent pas le problème, la pose d'aérateurs transtympaniques ou yo-yos est souvent la solution." Ces petits tubes creux évacuent le liquide bloqué derrière le tympan. "On les retire au bout de quelques mois s'ils ne sont pas déjà tombés tout seuls."

En cas de perforation du tympan, à la suite d'une otite ou d'un traumatisme (Coton-Tige...), si le tympan ne se répare pas de lui-même, un passage sur la table d'opération le remettra en bon état de marche.

Pour les surdités de perception, il faut appareiller. "En première intention, avec une prothèse auditive, amplificateur de sons. Quand la perte auditive est très sévère, il y a l'implant cochléaire, dont une partie est insérée dans la cochlée" Cet appareil est un magicien : suivi d'une rééducation orthophonique, il permet à des enfants sourds de réentendre la voix de leurs proches, de parler, d'écouter de la musique, de suivre une scolarité classique, d'avoir des copains... et de retrouver leur insouciance.



Surdité de l'enfant : un phénomène sous-estimé

La perte auditive touche un enfant sur 1000 en France. Une nouvelle étude révèle le besoin de sensibilisation des parents.

On estime qu'en France environ 1 enfant sur 1000 est touché par une perte auditive. Pourtant, selon une étude Ipsos présentée par la société MedEl (une entreprise autrichienne qui développe des implants cochléaires), moins d'un parent sur deux (43%) se dit inquiet vis-à-vis des problèmes auditifs de leur enfant. Pour cette étude sur "la perception par les parents de la perte auditive des enfants", l'institut de sondage a interrogé 609 parents d'enfants de 0 à 12 ans (507 parents d'enfants entendants et 102 parents d'enfants équipés d'un implant cochléaire, une aide auditive composée d'un processeur placé derrière l'oreille qui transforme les sons en signaux électriques et les transmet par ondes à une partie interne implantée chirurgicalement.).

UNE PATHOLOGIE MOINS RARE QUE CE QUE LES PARENTS PENSENT

Sur le millier de nouveau-nés touchés chaque année, 40 % souffrent de surdités sévères et profondes avec de lourdes conséquences sur l'acquisition du langage oral et sur le développement socio-affectif de l'enfant.

Trois quarts de ces surdités sont d'origine génétique (anomalies de l'oreille) et les autres sont acquises au cours de la grossesse ou pendant la période périnatale.

Si la majorité des parents d'enfants implantés ont consulté un professionnel de santé dès qu'ils ont constaté que leur enfant présentait une perte auditive (82%), 8% admettent qu'ils ont d'abord cherché ses informations sur Internet et près d'1 sur 10 (7%) a attendu que cela passe. Car même si les parents sont soucieux du bien-être de leur enfant et perçoivent les enfants équipés d'appareils auditifs comme "des enfants comme les autres" (à 92%), il n'en est pas moins que le choc de l'annonce de la perte auditive de son enfant provoque un sentiment d'angoisse pour 40% des parents d'enfants implantés.

Toutefois, avec le recul, 51% des parents d'enfants implantés conseillent de faire contrôler l'audition de l'enfant le plus rapidement possible en cas de suspicion d'une perte auditive.

QUEL TRAITEMENT POUR LA SURDITÉ CHEZ L'ENFANT ?

Une surdité a été diagnostiquée chez votre enfant ? Devra-t-il porter un appareil auditif ou un implant cochléaire ? Pourra-t-il apprendre à parler ? Les réponses des experts sur les traitements de la

Aujourd'hui, il n'y a plus à hésiter entre langue des signes et appareillage pour les enfants atteints de surdité : les enfants sont presque tous appareillés. Reste la question du choix du dispositif qui dépend du niveau de surdité. Mais une correction auditive n'exclut pas l'apprentissage de la langue des signes. Au contraire, sa maîtrise peut permettre à l'enfant de comprendre les informations et de communiquer avec ses parents, ou d'autres enfants sourds, avant de pouvoir pleinement utiliser son implant, par exemple. Elle peut être enseignée dès l'âge de 7-8 mois.

POUR LES SURDITÉS LÉGÈRE À MOYENNES : UN APPAREIL AUDITIF

Les prothèses auditives amplifient les sons. Elles sont prescrites par l'ORL, mais c'est l'audioprothésiste qui les choisit, les adapte et les règle. Les appareils généralement recommandés sont des contours d'oreille (même chez les bébés), désormais très discrets. La phase d'adaptation nécessite une collaboration étroite entre les parents et l'audioprothésiste, notamment lorsque l'enfant est très jeune. Un contrôle est indispensable tous les 3 mois jusqu'à 2 ans, puis tous les six mois jusqu'à 6 ans, et une fois par an. Si l'appareil se révèle insuffisant et ne permet pas le bon



développement du langage, l'implant cochléaire peut être envisagé.

POUR LES SURDITÉS SÈVÈRES À PROFONDES : UN IMPLANT COCHLÉAIRE

L'implant cochléaire est indiqué dans les cas de surdité sévère à profonde des deux oreilles. « Mais on ne le propose jamais d'emblée et il ne peut être posé avant l'âge de 6 mois, précise le Dr Natalie Loundon,

spécialiste de la surdité infantile. Cela permet aux parents de prendre en main la pathologie de leur enfant, mais aussi de voir les apports et les limites des prothèses auditives. »

Le système est constitué d'une partie interne, implantée chirurgicalement dans la cochlée (organe de l'oreille interne), et d'une partie externe mobile (contour d'oreille ou boîtier). L'intervention dure 90 minutes et nécessite 2 à 4 jours d'hospitalisation.

La pose s'effectue en général d'un seul côté.

« La motivation de la famille est essentielle, car une rééducation orthophonique est indispensable, souligne le Dr Sandrine Marlin, spécialiste en génétique de la surdité. On n'entend pas comme un entendant. L'enfant doit apprendre à comprendre les sons qu'il reçoit ». L'âge de l'implantation, avant 3 ans, est une condition de la réussite.

Les troubles auditifs augmentent les difficultés d'apprentissage

Les troubles auditifs pourraient être un facteur de risque augmentant les difficultés d'apprentissage de la lecture et de l'écriture.

Les enfants qui présentent des troubles dans l'apprentissage de la lecture auraient peut-être des problèmes auditifs, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale Nuffield Foundation. Les chercheurs de Coventry University academics au Royaume-Uni ont mené une étude avec 195 enfants âgés de 8 à 10 ans, 36 étaient dyslexiques et 29 avaient eu des infections aux oreilles récurrentes.

Tous les petits volontaires ont été soumis à des tests pour évaluer leur niveau de lecture et d'écriture et pour identifier leur rapport au langage parlé.

Les scientifiques ont observé que 9 des 36 enfants dyslexiques avaient une certaine forme de perte auditive non traitée et qu'un tiers des petits écoliers touchés par des infections aux oreilles répétitives ont montré des difficultés à lire et à écrire. « Les enfants qui ont subi des infections d'oreille répétées qui se sont associées à des problèmes d'audition ont un accès fluctuant aux différents phonèmes précisément à l'âge où ces informations sont cruciales pour commencer à apprendre à lire », a déclaré Helen Breamore, auteure de l'étude.

Cette étude a aussi permis de mettre en avant que la dyslexie et les infections auditives impactaient différemment l'apprentissage des enfants.

En effet, les petits dyslexiques avaient des difficultés à manipuler des phonèmes (phonologie) et apprendre la grammaire. Les enfants atteints des infections répétées avaient majoritairement un embarras à percevoir le langage parlé.

Comme la perte auditive peut nuire à l'apprentissage, « le test PEA, "potentiels évoqués auditifs", réalisé en maternité ou en service de néonatalogie peut dépister un problème auditif chez le nouveau-né dans les jours qui suivent la naissance, ne suffit pas. La surdité peut arriver à n'importe quel âge. Si un parent, un proche ou un professeur a des doutes, mieux vaut faire un test d'audition à l'enfant à n'importe quel âge », concluent les auteurs de l'étude.

IMPLANT COCHLÉAIRE : LES ENFANTS SOURDS APPRENNENT PLUS VITE LES MOTS

Des chercheurs allemands ont montré que des enfants sourds, présentant un implant cochléaire, apprennent plus rapidement les mots que les enfants avec une audition normale. Cela serait lié au fait que leur cerveau est plus développé au moment où ils entendent pour la première fois.

Les enfants sourds qui ont bénéficié d'un implant cochléaire, apprennent les mots encore plus vite que les enfants avec une audition normale. C'est ce que montre une étude réalisée par le Centre médical universitaire de Dresde, en Allemagne. Les résultats ont été publiés dans la revue Scientifique Reports.

Les implants cochléaires reçoivent un son, le convertissent en stimuli électriques et envoient ces impulsions directement au nerf auditif, restaurant

ainsi l'audition. Ils sont généralement implantés chez les enfants entre l'âge de 1 et 4 ans.

ILS ASSOCIENT PLUS RAPIDEMENT LES MOTS AUX BONS OBJETS

Les chercheurs ont travaillé avec 32 jeunes enfants présentant un implant cochléaire dans les deux oreilles depuis déjà un an. On leur a montré des images associées à des mots qui correspondaient ou non. Leurs réponses encéphalographiques ont été enregistrées après 12, 18 et 24 mois. Si les chercheurs détectaient dans l'EEG un effet appelé N400, cela voulait dire que l'enfant avait établi une connexion stable entre l'objet et son nom, qu'il avait appris le mot. Les scientifiques ont observé que les enfants sourds apprenaient plus

vite que les autres enfants - en moyenne une avance de 2 mois - et construisaient des groupes de mots plus rapidement. La raison de cette découverte pourrait être que les enfants ayant des implants cochléaires sont plus âgés lorsqu'ils sont exposés à la langue parlée pour la première fois, leurs facultés cognitives sont donc plus matures. Ils ont rattrapé leur retard alors qu'ils étaient auparavant désavantagés. En effet, ceux qui ont une audition normale apprennent les aspects du langage, tels que le rythme et la mélodie de leur langue maternelle, dès la naissance et même dans l'utérus. Les scientifiques pensent que les enfants porteurs d'implants pourraient permettre d'aider à la compréhension des processus généraux d'acquisition du langage.

MALI

La CEDEAO préoccupée par le manque de précision dans le chronogramme électoral

La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) reste préoccupée par le manque de précision dans le chronogramme électoral au Mali, a confié à la presse mardi le médiateur Goodluck Jonathan à l'issue d'une mission de trois jours dans la capitale malienne pour le suivi du processus de transition.

Selon lui, la CEDEAO est particulièrement préoccupée par "l'insuffisance d'actions concrètes dans la préparation effective du processus électoral".

La mission a ainsi encouragé le gouvernement de transition malien à "présenter un chronogramme détaillant le calendrier et les réformes à entreprendre pour aboutir aux élections".

La mission de la CEDEAO a néanmoins apprécié "l'expression renouvelée des autorités à respecter la période convenue de la transition". La mission de suivi a également appelé "les partenaires unilatéraux et bilatéraux" à soutenir le processus de transition dans le cadre de la préparation des élections.

Cette mission de suivi de la communauté ouest-africaine a lieu à un moment où les forces vives du pays sont profondément divisées quant à une éventuelle prolongation de la durée de la transition.

BURKINA FASO

Plusieurs terroristes "neutralisés" la semaine dernière

L'armée burkinabè a affirmé mardi, avoir "neutralisé" plusieurs terroristes lors des opérations antiterroristes dans la semaine du 30 août au 5 septembre.

Selon le point de la situation des opérations sécuritaires, le 1er septembre, un véhicule de l'armée a sauté sur un engin explosif improvisé dans la localité d'Inata (Sahel), faisant un mort et un blessé dans les rangs de l'armée.

La veille, un accrochage a eu lieu entre le 36e Escadron de gendarmerie mobile et des individus armés dans le village de Gorebalé dans le centre-nord (province du Sanmatenga).

Le bilan de l'accrochage fait état de trois terroristes neutralisés et plusieurs matériels récupérés dont de l'armement et des munitions.

Le 4 septembre, une unité d'intervention de Kaya est intervenue pour sécuriser la localité de Goinga dans la province du Sanmatenga suite à une incursion d'individus armés.

"Cette intervention, qui a également mobilisé des vecteurs aériens, a permis de neutraliser plusieurs terroristes et de détruire leur zone refuge ainsi que de la logistique", indique l'armée dans son rapport.

Le Burkina Faso est confronté depuis 2015, à une insécurité croissante qui a fait de nombreuses victimes alors que plus de 1,2 million de personnes sont déplacées à l'intérieur du pays, selon les données du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA).

En outre, les violences ont poussé quelque 17 500 personnes à quitter le pays depuis le début de l'année en cours selon l'ONU.

Et depuis 2019, plusieurs régions du pays sont placées régulièrement sous état d'urgence.

Le 24 juin dernier, le Parlement burkinabè a voté, la loi portant prorogation de l'état d'urgence dans 14 des 45 provinces que compte le Burkina Faso, afin de faciliter la lutte contre le terrorisme.

APS

MAROC

Arrestation d'un "terroriste" à Tanger

Un "terroriste" soupçonné de vouloir s'en prendre à des lieux touristiques marocains a été arrêté à Tanger par les autorités marocaines, a annoncé mardi la police espagnole qui a collaboré avec Rabat dans cette affaire.

L'enquête avait été ouverte fin 2020 lorsque la police espagnole avait détecté cet homme qui "faisait l'éloge des auteurs des derniers attentats terroristes commis en Europe", indique le communiqué de la police espagnole.

Les enquêteurs avaient ensuite localisé cet homme "radicalisé" et révélé à leurs collègues marocains de la Direction générale de la surveillance du territoire (DGST) que celui-ci se trouvait dans leur pays.

La surveillance de ses activités avait permis de découvrir qu'il rassemblait des informations sur la confection d'explosifs avec "l'objectif présumé de commettre des attentats terroristes contre des lieux touristiques au Maroc".

Il a alors été arrêté à Tanger par la DGST.

Le 22 juin, les autorités marocaines avaient annoncé avoir démantelé une cellule terroriste, affiliée à l'organisation terroriste autoproclamée "Etat islamique" (EI/Daesh), composée de quatre extrémistes qui projetaient des



attentats contre des établissements vitaux et des sites sécuritaires à l'intérieur du Royaume.

Et en mars de l'année en cours, une autre cellule terroriste, constituée de 4 individus, a été démantelée à Oujda, au Maroc, lors d'une opération qui a résulté d'une coordination avec les services de renseignement américains. Entre 1.200 et 1.500 Marocains avaient rejoint les groupes terroristes (principalement Daech) en Syrie et en Irak, selon des chiffres publiés en 2016 par The Soufan

Group, un cabinet de conseil en renseignement sécuritaire, basé à New York. Le groupe extrémiste "mouvement Cham Al-Islam", est composé essentiellement de jeunes Marocains ayant été enrôlés dans différents groupes terroristes en Syrie et en Irak.

Dans un mémo publié en mai 2015 sur l'activité globale de Daech, Harleen Gambhir, de l'ISW ((Institute for the Study of War), avait estimé que l'organisation terroriste étendait son influence sur ses réseaux de recrutement

au Maroc "pour venir en support des cellules terroristes destinées à miner la stabilité des Etats d'Afrique du Nord et à mener des attaques en Occident". Les combattants marocains sont principalement originaires du nord du pays, notamment des foyers paupérisés de Tétouan et de Fnideq, mais aussi des banlieues de Fès, de Salé ou de Casablanca.

Des îlots où prospère l'idéologie extrémiste sur le lit de frustrations sociales et d'une marginalisation économique.

LIBYE

Le chef de la diplomatie européenne en visite à Tripoli

Le Haut représentant de l'Union européenne (UE) pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Joseph Borrell, entamera, mercredi, une visite en Libye, rapporte mardi des médias libyens. Joseph Borrell aura des entretiens avec des responsables du gouvernement d'union nationale et du Conseil présidentiel. Au menu de ces entretiens figurent les relations entre Tripoli et

Bruxelles, les derniers développements sur la scène politique, économique et sécuritaire en Libye, le soutien européen à l'initiative libyenne pour la sécurité et la stabilité en Libye, et les dossiers des élections et de la réconciliation, précise l'agence de presse libyenne (LANA). En Libye, la fin des combats à l'été 2020 a été suivie en octobre de la même année par la signature d'un cessez-le-feu

entre les parties libyennes, qui depuis est globalement respecté. Un gouvernement unifié et transitoire avait ensuite été formé en début d'année, sous la houlette de l'ONU, avec pour mission d'unifier les institutions et de mener le pays au double scrutin du 24 décembre prochain. La réconciliation nationale globale en Libye est lancée officiellement lundi, 6 septembre.

GUINÉE

79 détenus politiques libérés par les auteurs du coup de force

Au total 79 détenus politiques incarcérés à la prison centrale de Conakry pour des manifestations politiques, ont été libérés mardi par les auteurs du coup de force ont indiqué des médias citant des sources militaires. Pour

cette libération, plusieurs camions militaires ont été envoyés par le Comité national de rassemblement et de développement (CNRD) afin de sortir des cellules les détenus concernés par cette mesure. Les prisonniers

politiques libérés sont membres des partis politiques de l'opposition et des organisations de la société civile guinéenne, qui s'étaient opposés au troisième mandat du président Alpha Condé. De même, les auteurs du coup

de force ont décidé de la réouverture des locaux du parti politique de l'opposition radicale dénommé Union des forces démocratiques de Guinée (UFDG), fermés depuis plusieurs mois par le pouvoir sortant de Conakry.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

L'armée dit avoir tué plus de 40 miliciens en Ituri

Les Forces armées de République démocratique du Congo (FARDC) ont affirmé mardi avoir tué plus de 40 miliciens lors de combats en cours depuis la veille en Ituri, dans le Nord-Est du pays.

Ces affrontements se sont déroulés dans la région minière de Kobu, en territoire de Djugu, au nord-est de Bunia, chef-lieu de la province, a précisé le lieutenant Jules Ngongo,

porte-parole des opérations militaires en Ituri. Le porte-parole avait fait état lundi de trois rebelles tués et quatre blessés.

Vingt-quatre heures plus tard, il s'agit de "plus de 40 miliciens Codeco neutralisés" dans cette offensive, dont leur chef local, a-t-il indiqué. Le groupe armé Codeco (Coopérative pour le développement du Congo) prétend défendre les

intérêts de la communauté lendu en Ituri, province marquée par de forts antagonismes entre ethnies. Ce groupe s'est scindé en plusieurs factions rivales.

L'Ituri et la province voisine du Nord-Kivu sont depuis début mai en état de siège, mesure exceptionnelle censée mettre fin aux activités des nombreux groupes armés qui écumèrent la région depuis plus de 25 ans.

ONU Christian Ritscher, nouveau responsable de l'enquête sur les crimes de Daech en Irak

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a nommé l'Allemand Christian Ritscher comme conseiller spécial et nouveau responsable de l'équipe d'enquête sur les crimes commis en Irak par le groupe terroriste autoproclamé "Etat islamique" (EI/Daech), a annoncé mardi le porte-parole adjoint de l'Organisation.

Ce magistrat allemand succède au Britannique Karim Asad Ahmad Khan, devenu en juin procureur de la Cour pénale internationale.

L'équipe d'enquête de l'ONU sur les crimes de Daech vise à soutenir le gouvernement d'Irak dans sa mise en accusation de membres de cette organisation, en réunissant, protégeant et stockant des preuves pouvant conduire à des inculpations pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide.

En mai, cette équipe avait indiqué avoir recueilli la preuve claire et convaincante qu'un génocide avait été commis par Daech contre la minorité des Yazidis en



tant que groupe religieux. Christian Ritscher était jusqu'à présent procureur fédéral à la Cour

fédérale de justice allemande. Il a plus de 30 ans d'expérience professionnelle

dans les poursuites et les enquêtes pénales internationales et nationales, a précisé l'ONU.

IRAK Législatives : l'UE et l'ONU veulent un scrutin "crédible"

L'Union européenne et l'ONU ont annoncé mardi leur intention de déployer des observateurs pour surveiller les législatives anticipées du 10 octobre en Irak, dans l'espoir que ce scrutin qu'elles veulent "crédible" et "légitime" ne soit pas entaché de fraudes et marqué par l'abstention. "Nous allons essayer de faire en sorte que (le processus électoral) soit légitime", a déclaré le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell lors d'une conférence de presse à Bagdad. "C'est l'objectif de la mission (d'observateurs) qui sera sur place un mois avant les élections et restera un mois après." La mission des Nations unies en Irak (Manui) déploiera, elle aussi, des observateurs.

"Il y aura cinq fois plus de personnel de l'ONU qu'en 2018", lors des précédentes élections législatives, a indiqué la représentante de l'ONU dans le pays Jeanine Henniss-Plasschaert, pendant une conférence de presse distincte.

Appelant les Irakiens à ne pas boycotter des élections qu'elle souhaite "crédibles", elle a exhorté "les forces politiques et les candidats à s'abstenir" d'intimider les électeurs ou de violer le processus électoral en achetant des voix. En Irak, les élections ont parfois été marquées



par des violences et souvent par des fraudes. En 2018, la participation aux législatives avait atteint 44,52%, selon des chiffres officiels que des ONG internationales ont estimé gonflés.

Dans la perspective des élections annoncées pour le 10 octobre, les appels au boycott se sont multipliés, émanant notamment d'une jeunesse désabusée qui accuse les partis de couvrir, voire d'encourager la violence politique.

"Tout le monde réclame des élections, mais quand elles sont organisées, les gens disent qu'elles ne conviennent pas!", a martelé M. Borrell.

PRÉSIDENTIELLE EN FRANCE La maire de Paris Anne Hidalgo annoncera dimanche sa candidature

La maire socialiste de Paris, Anne Hidalgo, annoncera dimanche qu'elle est candidate à l'élection présidentielle d'avril 2022, rapporte l'agence AFP, une nouvelle candidature parmi de nombreuses autres à gauche.

Anne Hidalgo, qui tente depuis plusieurs mois de monter en puissance au niveau national, entretenait un faux suspense et avait affirmé mardi que plus "rien" ne l'empêchait de se déclarer.

Elle le fera lors d'un déplacement à Rouen, ville de l'Ouest, dont le maire Nicolas

Mayer-Rossignol est un proche de l'édile parisienne, qui dirige la première ville de France depuis 2014 et a été largement réélu en 2020.

Elle rajoute son nom à la longue liste de candidats déclarés ou putatifs à gauche, dont l'Insoumis Jean-Luc Mélenchon (extrême-gauche), l'ex-socialiste Arnaud Montebourg, qui s'est lancé samedi, le communiste Fabien Roussel ou encore le candidat qui sera issu de la primaire écologiste.

Un vote interne des militants socialistes, promis par le premier secrétaire Olivier Faure, interviendra après le congrès du PS fin septembre et permettra de départager des potentiels concurrents, dont le maire du Mans et ancien ministre Stéphane Le Foll. Mais elle a déjà le soutien d'une large part des élus socialistes, dont Olivier Faure.

Anne Hidalgo n'est pour l'instant créditée que de 7 à 9% des voix selon les sondages, mais ses soutiens affirment que "le match n'est pas joué".

Elle se préparait depuis plusieurs mois, avec un tour de France, et divers rassemblements pour s'insérer dans le paysage politique hors de la métropole parisienne.

YÉMEN

78 morts dans de récents affrontements à Marib

Près de 80 éléments du mouvement Ansarallah dit Houthis et forces progouvernementales ont été tués dans de récents affrontements dans la province de Marib, dans le nord du Yémen, ont indiqué mercredi des sources militaires loyalistes.

"Soixante Houthis ont été tués --la plupart dans des frappes aériennes menées lors des dernières 24 heures-- tandis que 18 soldats loyalistes ont été tués et des dizaines d'autres blessés lors d'affrontements au cours des dernières 48 heures", a déclaré

un responsable militaire loyaliste. La province de Marib est le théâtre de violents affrontements depuis février, date à laquelle les Houthis ont lancé une offensive sur cette zone riche en pétrole.

Depuis la prise de la capitale Sanaa en 2014, qui

a déclenché la guerre au Yémen, les Houthis se sont emparés d'une large partie du nord du pays.

Ces derniers mois, ils ont mené une campagne acharnée pour arracher Marib, en dépit des appels au cessez-le-feu de l'ONU et des Etats-Unis.

PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT

Des dispositions pour la préservation et la valorisation du patrimoine culturel

Le gouvernement, à travers son plan d'action adopté dernièrement en Conseil des ministres, prévoit des dispositions pour la préservation et la valorisation du patrimoine culturel aux fins de sa transmission aux générations futures et à la dynamisation de ses rôles économique, social et éducatif.

Ce plan d'action, dont l'APS détient une copie, prévoit de finaliser le processus de révision du dispositif législatif et réglementaire du patrimoine culturel, et de sécuriser les sites archéologiques par la mise en place de dispositifs d'alerte et de mécanismes de détection des infractions au patrimoine culturel et renforcement de la coordination en matière de lutte contre le trafic illicite des biens culturels.

Dans le domaine de la restauration des sites du patrimoine, le plan d'action du gouvernement prévoit d'intensifier les travaux de restauration et de maintenance des sites archéologiques et monuments historiques en fonction d'un programme pluriannuel en accordant la priorité aux mosquées et aux Zaouias ainsi qu'aux sites classés sur la liste du patrimoine mondial.

Ce plan qui sera soumis aux débats et approbation prochainement au Parlement, prévoit également de poursuivre les opérations d'inventaires, de classement et de restauration des sites archéologiques, des monuments historiques et des

biens culturels. Concernant le patrimoine culturel immatériel, le plan d'action prévoit d'enregistrer et numériser le patrimoine immatériel aux fins de promouvoir les cultures populaires dans toutes leurs variantes et expressions linguistiques.

Pour ce qui est de l'exploitation touristique des sites du patrimoine culturel, le plan d'action du gouvernement oeuvrera à la promotion des opportunités touristiques en matière de sites, monuments et musées et à la mise en place de circuits touristiques avec les secteurs concernés aux fins de développement du tourisme culturel.

Le plan prévoit, par ailleurs, la formation de guides touristiques dans les sites culturels protégés et dans les musées.

Dans le volet de l'accès des enfants aux produits culturelles et des activités artistiques en milieu scolaire, le plan d'action prévoit d'organiser des ateliers de théâtre, du livre et de réflexion participative pour enfants, à travers la participation des associations pour la formation des jeunes à l'animation culturelle et artistique.



Il est également prévu d'organiser des projections cinématographiques, des représentations théâtrales et des expositions artistiques dans les écoles, en consacrant la pratique "d'un film et d'une pièce théâtrale dans chaque école" ainsi que la création de clubs

de cinéma au niveau des lycées et des universités.

Le gouvernement s'attellera aussi à créer un environnement favorable à l'émergence et à l'éclosion des dons et des talents artistiques, notamment par la promotion de cursus scolaires et universitaires artis-

tiques et la création d'un baccalauréat artistique.

Enfin, le gouvernement accordera toute l'attention requise à la dimension relative à la préservation, la protection et la promotion de tout le patrimoine national culturel, matériel et immatériel.

ORAN

Trois artistes peintres exposent au Musée "Ahmed Zabana"

Le musée national "Ahmed Zabana" d'Oran abrite, à partir de ce mercredi, une exposition collective de trois artistes connus pour leur expérience dans l'art abstrait et l'art contemporain, fruit de longues années de pratique.

Cette exposition comprend 76 toiles des peintres Kaf Nemr Abdelouahab de Maghnia, Ahmed Mebarki de Tlemcen et Mohamed Bendima d'Aïn-Temouchent.

Elle braque la lumière sur leurs œuvres artistiques qui reflètent leurs capacités d'immersion dans les profondeurs de l'art abstrait et l'esthétique de la géométrie de l'art islamique contemporain.

Les trois artistes participent chacun avec une série de 30 à 40 toiles, permettant au visiteur de découvrir leur talent et savoir-faire dans l'utilisation du pinceau et dans le choix des couleurs qui apportent une esthétique à la toile, différentes significations et dévoilent tout leur professionnalisme à faire progresser les arts abstrait et contemporain en Algérie.

Ces œuvres artistiques, basées sur les techniques de l'acrylique et la peinture à l'huile, abordent plusieurs thèmes dont ceux dérivant de l'art islamique dans lequel Kaf Nemr, connu pour son pinceau pour l'art contemporain, tente de le rendre encore plus moderne et contemporain, contrairement à ses deux autres collègues, qui appartiennent à l'école de l'art abstrait, qui décline les idées par les couleurs.

L'exposition, qui s'étale jusqu'au 30 septembre en cours, est rehaussé par des portraits du fondateur de l'Etat algérien moderne, L'Emir Abdelkader, et des toiles comportant des symboles adaptés du patrimoine populaire algérien et d'autres de la fantasia.

Les trois artistes, Kaf Nemr Abdelouahab, Ahmed Mebarki et Bendima Mohamed ont déjà exposé leurs œuvres dans différentes wilayas du pays et à l'étranger, rappelle-t-on.

APS

CULTURE - BIODIVERSITÉ

Le Projet des parcs culturels algériens participe aux travaux du Congrès mondial de la nature

Le Directeur du Projet des parcs culturels algériens (Ppca), Salah Amokrane a pris part mardi aux travaux de la 5ème journée du Congrès mondial de la nature organisé par l'Union internationale pour la conservation de la nature à Marseille du 03 au 11 septembre, selon un communiqué de la direction du Ppca.

Salah Amokrane a présenté, en visio-conférence, l'expérience algérienne des parcs culturels dans la mise à contribution de la Culture en faveur de la conservation de la

nature à travers une communication intitulée "Réseau des parcs culturels en Algérie, une reconnaissance OECM pour la contribution de la culture à la conservation de la nature: exemple du Parc culturel du Tassili N'Ajjer".

Les travaux de cette session thématique sont dédiés aux stratégies de conservation de la biodiversité sous l'angle de l'approche anthropologique, des actions de conservation découleraient de comportements humains qui mobilisent éthique environnementale, repré-

sentations sociales, droits et justice. La session aborde également les relations complexes entre la biodiversité, société et la diversité culturelle qui sont ainsi au cœur des enjeux de conservation de la biodiversité. Les travaux de ce congrès comptent au titre des activités préparatoires à l'adoption du Cadre mondiale de la Biodiversité pour l'après 2020 lors de la prochaine Conférence des Parties de la Convention sur la Diversité Biologique (COP15), précise le communiqué.

PHOTOGRAPHIE

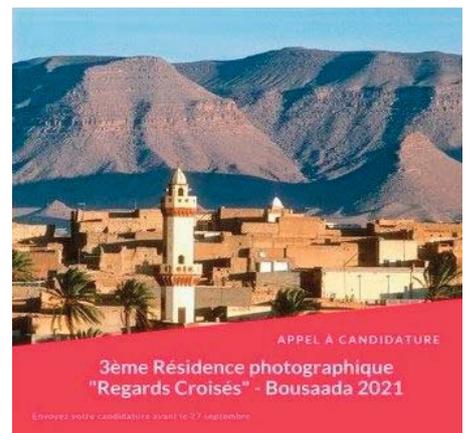
Appel à participation à la 3^e résidence algéro-européenne des photographes

La délégation de l'Union européenne en Algérie a lancé mardi un appel à participation à l'adresse des photographes amateurs et professionnels afin de prendre part à la 3^e résidence algéro-européenne des photographes, annonce la délégation de l'UE.

Cette troisième édition de la résidence algéro-européenne des photographes se déroulera cette année dans la ville de Boussaâda et devrait réunir cinq photographes algériens cinq autres européens résidents en Algérie pour prendre des photos et échanger pendant une semaine dans cette ville. Les dossiers de

candidature doivent être transmis aux organisateurs avant le 27 septembre. La résidence se fixe pour objectif d'offrir aux photographes un espace de création, de permettre aux artistes d'apporter un regard contemporain sur la région visitée et de monter une exposition.

Comme lors des éditions précédentes les organisateurs prévoient de publier un livre d'art regroupant les œuvres réalisées lors du séjour. En 2010 la première édition de cette résidence avait choisi le thème du patrimoine culturel et architectural de la ville d'Alger, alors que la 2^e édition s'était tenu en 2014



sous le thème croisées, patrimoine et "Constantine, regards culture".

ROBOTIQUE Médaille d'or pour Chahla Badrouh au concours international de l'industrie robotique

L'étudiante Chahla Badrouh de la commune de Beida Bordj (Sud de Sétif) a remporté la médaille d'or au concours international de l'industrie robotique (2020-2021), organisé à distance en août dernier en Corée du Sud dont les résultats ont été communiqué récemment.

Chahla, 17 ans, étudiante au Centre d'apprentissage de la programmation robotique (start up) implanté au chef-lieu de wilaya, a fabriqué un robot qui s'appuie sur l'intelligence artificielle et les probabilités qui lui a permis de décrocher la médaille d'or lors de la compétition mondiale face à 400 concurrents de Russie, d'Indonésie, de Malaisie et d'autres pays, a indiqué à l'APS, le responsable du Centre d'apprentissage de la programmation robotique de Sétif, Riad Azzouz. L'étudiante qui a participé au concours international de l'industrie robotique, organisé, à distance, le 15 août dernier sous le thème "Les robots, amis de l'homme", a fabriqué un robot qui pratique le jeu de réflexion (X-O) rivalisant avec le joueur qui met le symbole (X) dans l'étude du placement du symbole (O) pour ensuite commencer la compétition, a-t-on détaillé.

Chahla a également fabriqué un autre robot miniature baptisé "Smoly qui effectue plusieurs tâches comme battre le tambour et jouer au golf et autres, avec lequel elle a parti-

cipé à la deuxième section de la compétition, a ajouté M. Azzouz.

La lauréate du concours international de l'industrie robotique est une élève en troisième année secondaire.

Elle a suivi une formation dans le domaine de la robotique au niveau du Centre d'apprentissage de la programmation robotique à Sétif pendant une année avant de prendre part au concours international de l'industrie robotique, organisé en ligne, depuis Daejeon en Corée du Sud et remporter la médaille d'or.

Dans la même compétition, les étudiants, Nazim Asfirane (14 ans), Mohamed Lamine

Atoui (15 ans), Younes Abdelsamie (15 ans) et Mohamed Dali (15 ans) du même centre de la robotique ont décroché le deuxième prix du même concours et la médaille d'argent pour leur projet d'un hôpital intelligent pour enfant, l'idée qu'ils ont développée au cours de la période de leur formation au centre de programmation robotique. A Daejeon en Corée du Sud et lors de la compétition, Abdelmadjid Abdeslem (11ans) et Ahmed Adam Zerkak (12 ans) ont obtenu la médaille de bronze pour leur projet de fauteuil roulant automatique et d'un détecteur d'incendie pouva nt alerter les pompiers.



CHINE Un nouveau satellite pour suivre le développement durable

L'Académie chinoise des sciences a développé un satellite pour suivre le développement durable, a rapporté mardi Chine nouvelle. Le satellite, SDGSAT-1, à travers une observation coordonnée et 24h sur 24 par ses multiples charges utiles de la Terre, permettra de fournir des données avancées, ouvertes et partagées pour surveiller et évaluer l'indice du développement durable qui représente l'interaction

entre l'humain et la nature, selon la même source.

Le Centre international de recherche des mégadonnées pour les Objectifs de développement durable (ODD) a été inauguré lundi à Pékin pour soutenir le Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations unies. Le développement et l'opération de SDGSAT-1 font partie des missions principales de ce nou-

veau centre de recherche, a indiqué Guo Huadong, membre de l'ACS. Le satellite, équipé de trois charges utiles, et des imageurs infrarouges thermiques, à bas niveau de lumière et multi-spectraux, est capable de collecter des données sur une portée de 300 kilomètres et de réaliser la couverture planétaire en 11 jours. Le satellite sera lancé à une date ultérieure.

APS

PUBLICITÉ

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
UNIVERSITE BATNA1

VICE RECTORAT CHARGE DU DEVELOPPEMENT, DE LA PROSPECTIVE ET DE L'ORIENTATION

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

NIF : 098905015060245

Conformément aux dispositions de l'article 65 et 82 du Décret Présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public. Suite au procès-verbal d'évaluation technique et financière N° 25 du 04-07-2021.

L'Université BATNA1, porte à la connaissance des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N° 01/VRDPO/UBI/2021 placées dans les journaux "CABLES A FIBRE OPTIQUE" N° 21-04-2021 et DK NEWS du 22-04-2021 et BOMOP arabe et français N° 1755 du 25-04-2021 au 01-05-2021 ainsi qu'à EQUIPEMENTS DE 500 PLACES PEDAGOGIQUES (INSTITUT AGROVETERINAIRE) DE L'UNIVERSITE BATNA1

LOT	Soumissionnaire Retenue	Montant après correction en TTC (DA)	Décal (jour)	Note Technique .../70 pts	Note Financière .../30 pts	Note Globale .../100 pts	Observations
LOT: 01	GAMA MEUBLE NIF : 000025006352018	1 898 050,00	06	62,00	30,00	92,00	MIEUX DISANT
LOT: 02	الواقى رشيدة NIF : 249070100982186	10 495 205,00	07	57,00	30,00	87,00	MIEUX DISANT
LOT: 03	EURL ARAMI NIF : 001005022417770	2 792 930,00	60	62,50	30,00	92,50	MIEUX DISANT
LOT: 04	EURL ARAMI NIF : 001005022417770	868 700,00	60	62,00	30,00	92,00	MIEUX DISANT
LOT: 05	EURL ARAMI NIF : 001005022417770	1 844 500,00	30	68,00	30,00	98,00	MIEUX DISANT

Les soumissionnaires qui souhaitent prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de candidats, offres techniques et financières, sont invités à se rapprocher du bureau de suivi des marchés publics (2ème étage du rectorat), au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de cet avis.

Le soumissionnaire qui conteste le choix opéré par le service contractant, peut introduire un recours auprès de la commission sectorielle des marchés publics du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Le recours est introduit dans les dix (10) jours à compter de la première publication de l'avis d'attribution provisoire du marché, dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) et la presse. Si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un repos légal, la date limite pour introduire un recours est prorogée au jour ouvrable suivant.

Anep : 2116015759 du 09/09/2021

EPE/SPA Capital social de 61.275.180 ,000DA RC 02 B 18083
NIF 000216299033049
EPE-ALGERIE TELECOM -SPA
DIRECTION OPERATIONNELLE D'ALGER EST

Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales
N° 12/AT/DO-ALGER-EST/2021

La Direction Opérationnelle d'Alger Est, lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacité minimales pour :

« REALISATION D'INFRASTRUCTURE D'ACCUEIL POSE ET RACCORDEMENT DES CABLES A FIBRE OPTIQUE »

ELIGIBILITE DES CANDIDATS :

La participation au présent appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales s'adresse uniquement aux entreprises qualifiées selon les paliers suivants :

Palier 01 : Pour les lots dont la distance est inférieure ou égale à 10 km :

- Les entreprises ayant la qualification une (01) dont l'activité est l'hydraulique ou les travaux publics
- Les entreprises sans qualification ;
- Les entreprises sans référence professionnelles quel que soit leurs qualifications ;
- Les entreprises nouvellement créées ;
- Les entreprises issues du dispositif de l'ANSEI/CNAC/ANGEM, en cours de bénéfice d'avantages conférés par ces dispositifs.

Palier 02 : Pour les lots supérieurs à 10 km et inférieurs à 50 km :

Le soumissionnaire doit justifier d'une qualification et classification professionnelle de catégorie de deux (02) à quatre (04), contenant l'activité hydraulique et/ ou travaux publics.

Palier 03 : Pour les lots supérieurs ou égaux à 50 km

Le soumissionnaire doit justifier une qualification et classification professionnelle de catégorie cinq (05) et plus, contenant l'activité hydraulique et/ ou travaux publics.

Les entreprises intéressées par le présent appel d'offres, peuvent retirer le cahier des charges auprès de la structure contractante d'Algérie Télécom à l'adresse suivante :

ALGERIE TELECOM -SPA
Direction Opérationnelle D'Alger Est
Département des Achats
02 Rue Djoudji Zitouni - Hussein Dey
- Alger - Algérie

Contre le paiement, auprès de la banque BNA Agence 648 et Mohammadia (Direction générale d'Algérie Télécom), d'un montant de cinq millions dinars algériens (5000 DA) non remboursable. Représentant les frais de documentation et de reprographie par virement au compte bancaire : **Compte en dinars N°001**

00611 0300000014/10
Présentation des offres :
Le dossier administratif un (01) original et deux (02) copies plus l'offre en format électronique (CD), l'offre technique une (01) originale et deux (02) copies plus l'offre en format électronique (CD), et l'offre financière une (01) originale et deux (02) copies plus l'offre en format électronique (CD) sont insérés dans des enveloppes séparées et fermées, indiquent , sur chaque enveloppe, la dénomination de l'opérateur économique, la référence et l'objet de l'appel d'offre ainsi que, sur chaque pli correspondant, la mention « dossier administratif », « dossier technique » et « offre financière ».

Les trois enveloppes susmentionnées sont insérées dans une seule enveloppe externe fermée et anonyme, aucun signe d'identification du soumissionnaire comportant les mentions suivantes :

APPEL D'OFFRE N° 12/AT/DO-ALGER-EST/2021

« REALISATION D'INFRASTRUCTURE D'ACCUEIL POSE ET RACCORDEMENT DES CABLES A FIBRE OPTIQUE »
Adresse : 02 Rue Djoudji Zitouni Hussein Dey
« A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLS ET D'EVALUATION DES OFFRES »

Les offres doivent être déposées à l'adresse suivante :

02 Rue Djoudji Zitouni - Hussein Dey / Alger

Le soumissionnaire doit obligatoirement fournir l'ensemble des pièces citées dans le cahier des charges sous peine de rejet.

La date limite de dépôt des offres est fixée à **quinze (15) jours** de 08h00 à 14h00 à partir de la première date de parution du présent avis dans la presse nationale.

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les soumissions qui parviennent après la date limite de dépôt des plis ne seront pas prises en considération.

Les soumissionnaires sont conviés à assister à l'ouverture des plis des offres techniques et financières, qui aura lieu en séance publique, le même jour correspondant à la date limite du dépôt des plis à 14h00 mn à l'adresse précitée.

Les candidats restent tenus par leurs offres pendant une période de cent quatre-vingt(180) jours à compter de la date limite de dépôt des plis.

Anep : 2116015942 du 09/09/2021

SPORT - ACNO

L'assemblée annuelle de l'ACNO déplacée à Crète en Grèce

Le Comité exécutif de l'Association des comités nationaux olympiques (ACNO) a annoncé sa décision de déplacer, à Crète en Grèce, sa prochaine assemblée générale annuelle qui pourra bien se dérouler en mode présentiel, a annoncé l'instance sur son site officiel.

Principal rassemblement de l'ensemble du mouvement olympique, attendu tous les ans par les 206 comités nationaux olympiques membres, l'assemblée générale de l'ACNO devait initialement se tenir en novembre 2020 à Séoul.

Elle a été reportée d'une année en raison de la crise sanitaire, pour être reprogrammée dans la même ville, mais avec un décalage de 11 mois (octobre 2021).

Mais, le comité exécutif de l'ACNO dans une réunion tenue à Tokyo, a annoncé avoir déplacé son assemblée à Crète, suite à une invitation des autorités locales et du comité national olympique grecs qui auraient demandé à abriter l'événement, une façon pour la Grèce de se consoler de ne pas avoir pu organiser la session du CIO prévue en début d'année, mais finalement tenue en mode virtuel en raison des restrictions de voyage.

La proposition de la ville aurait été faite par le ministre grec des sports, Leferis Avgenakis, originaire de l'île de Crète (600 km d'Athènes) que plusieurs représentants de l'ACNO ont visité, la semaine passée pour inspecter de près le complexe avant de donner leur feu vert, tout en maintenant la date de la tenue de l'assemblée (24 et 25 octobre 2021).

Mais jusqu'à présent, le doute demeure quant à la possibilité pour le mouvement olympique de se retrouver en un même lieu dans un laps de temps aussi court.

L'assemblée générale de l'ACNO rassemble habituellement au moins un millier de personnes, venues du monde entier.

Au moment où la crise sanitaire continue de rayer ou reporter certains événements sportifs, le calendrier reste instable et le virtuel reprend déjà le dessus.

La réunion de la commission exécutive du CIO, ce mercredi 8 septembre, se tient une nouvelle fois en visioconférence.

La prochaine édition de SportAccord, prévue en novembre 2021 à Ekaterinburg, a déjà été repoussée au printemps 2022.

VOLLEY/EURO-2021- MESSIEURS
Le point sur la poule D

Point sur la poule D de l'Euro-2021 de volley messieurs après les rencontres disputées ce mardi

Mardi 7 septembre:

Croatie - Estonie 3 - 2 (20-25 22-25 25-18 26-24 15-9)
Lettonie - Allemagne 1 - 3 (22-25 19-25 27-25 17-25)

Classement:	Pts	J	G	P	sp	sc	sp/sc
1. France	9	3	3	0	9	1	900,000
2. Allemagne	9	4	3	1	10	4	250,000
3. Lettonie	5	4	1	3	8	1	080,000
4. Croatie	4	4	2	2	6	1	060,000
5. Slovaquie	3	3	1	2	5	8	62,500
6. Estonie	3	4	1	3	6	11	54,546

Déjà joués:

Allemagne - France	1 - 3 (29-31 25-15 22-25 22-25)
Lettonie - Slovaquie	2 - 3 (18-25 25-23 25-13 19-25 7-15)
France - Croatie	3 - 0 (25-15 25-16 26-24)
Estonie - Allemagne	0 - 3 (19-25 16-25 21-25)
Croatie - Lettonie	3 - 2 (28-30 25-20 23-25 31-29 15-11)
Slovaquie - Estonie	2 - 3 (27-25 25-22 18-25 14-25 13-15)
France - Slovaquie	3 - 0 (25-22 25-20 25-19)
Croatie - Allemagne	0 - 3 (20-25 13-25 19-25)
Estonie - Lettonie	1 - 3 (23-25 22-25 25-16 21-25)

Reste à jouer (en heure GMT):

08/09 (14h00): Slovaquie - Croatie
08/09 (17h00): France - Lettonie
09/09 (14h00): Allemagne - Slovaquie
09/09 (17h00): Estonie - France

Les quatre premières équipes se qualifient pour les huitièmes de finale. Les équipes sont départagées au nombre de victoires puis aux points classées (une victoire 3-0 ou 3-1 = 3, une victoire 3-2 = 2 points une défaite 3-2 = 1 point, une défaite 3-0 ou 3-1 = 0 point). En cas d'égalité, les équipes sont départagées avec les rencontres directes, au nombre de victoires puis aux points puis au ratio sets puis au ratio points.

JEUX MÉDITERRANÉE ORAN-2022

Plusieurs équipements sportifs seront livrés en décembre (DJS)

La majorité des équipements sportifs qui font actuellement l'objet de mise à niveau de la part de la direction de la jeunesse et des sports (DJS) d'Oran en prévision des jeux méditerranéens (JM) que va abriter cette ville en 2022 seront réceptionnés en décembre prochain, a indiqué mercredi le premier responsable de cette instance.

"Nous avons engagé pas moins de 13 opérations au niveau des différentes infrastructures sportives relevant de notre département.

Les travaux avancent avec une cadence acceptable, et nous comptons réceptionner la plupart des équipements concernés en décembre prochain", a déclaré à l'APS, Yacine Siefi.

"Le taux d'avancement des travaux diffère d'un équipement à un autre, mais la moyenne générale avoisine les 80 p.c.

De petites contraintes techniques empêchent la livraison de quelques infrastructures.

Ces dernières seront réceptionnées au plus tard avant la fin du premier trimestre de l'an 2022", a-t-il poursuivi.

Plusieurs enceintes sportives ont bénéficié de larges opérations de réhabilitation à l'occasion du déroulement à Oran de la 19e édition des jeux méditerranéens prévus du 25 juin au 5 juillet 2022.

Le Palais des sports "Hammou-Boutelil", la piscine olympique de M'dina J'dida, le complexe de Tennis de Haï Essalem (ex-Saint-Hubert), ainsi que l'institut national de for-



mation des cadres supérieurs de la jeunesse et des sports à Ain Turkou ont tous fait peau neuve.

"Il s'agit d'un acquis supplémentaire pour le mouvement sportif oranais et algérien en général, vu que les travaux engagés ont été réalisés suivant les normes internationales", a encore assuré le DJS.

Parallèlement à ces chantiers ouverts par la DJS en prévision des JM, la direction locale des équipements publics (DEP) a été chargée des chantiers du nouveau complexe

sportif et olympique ainsi que du village méditerranéen, implantés tous les deux dans la commune de Bir El Djir (Est d'Oran).

Les travaux confiés à des sociétés chinoises rencontrent quelques problèmes d'ordre financier et technique qui devront être passés en revue ce mercredi au cours d'une réunion de haut niveau à Alger, avait informé le ministre de la jeunesse et des sports, Abderrezak Sebgha au cours d'une conférence de presse tenue lundi, rappelle-t-on.

UNIVERSIADE D'HIVER-2021

La vaccination contre le COVID-19 obligatoire (FISU)

La vaccination contre la COVID-19 sera obligatoire pour participer à la prochaine édition de l'Universiade d'hiver, prévue du 11 au 21 décembre 2021 à Lucerne en Suisse, a annoncé la Fédération internationale du sport universitaire.

"La FISU et le comité d'organisation des Universiade d'hiver-2021 ont décidé d'un commun accord de l'obligation de vaccination contre la COVID-19, afin de garantir le maintien de cette 30ème édition de l'événement international multisports, après discussion avec les



autorités sanitaires suisses", a expliqué l'instance internationale dans un communiqué.

Les membres de cha-

cune des 58 délégations ayant déjà confirmé leur présence à Lucerne devront donc être vaccinés et subir un test PCR à leur

arrivée en Suisse.

L'Universiade d'hiver-2021 était initialement prévue en début d'année, du 21 au 31 janvier 2021, mais elle a été reportée de 11 mois en raison de la crise sanitaire. Elle doit se tenir en Suisse centrale et dans les Grisons, avec des compétitions organisées à Lucerne et les cantons d'Uri, Schwyz, Obwald, Nidwald et Zoug. Le programme comprend 10 sports réparti sur huit sites.

Environ 1600 étudiants âgés de 17 à 25 ans sont attendus, en provenance de plus de 540 universités.

TENNIS - WTA US OPEN

La jeune Fernandez en demi-finale aux dépens de Svitolina

La Canadienne âgée de 19 ans Leylah Fernandez, sensation de l'US Open, s'est qualifiée pour les demi-finales en battant 6-3, 3-6, 7-6 (7/5) l'Ukrainienne Elina Svitolina (5e mondiale), mardi à New York.

Depuis qu'elle a sorti à la surprise générale la tenante du titre Naomi Osaka au 3e tour, puis l'Allemande Angelique Kerber en 8e, en étant pourtant à chaque fois menée un set à zéro, la joueuse 73e mondiale continue de traverser cet US Open comme dans un rêve.

Face à Svitolina, demi-finaliste en 2019 apparue quelque peu frileuse, c'est elle qui s'est montrée la plus agressive et la plus entreprenante dans le jeu au premier set, avec ses grands coups droits qui ont souvent fait mouche. Lors de la deuxième manche, l'Ukrainienne, médaillée de

bronze aux Jeux olympiques de Tokyo, s'est ressaisie en breakant à deux reprises. Mais elle a tout de même dû se battre pour égaliser sur un de ses cinq aces, après que son adversaire a amorcé une remontée, sous les yeux de son époux Gaël Monfils.

Habitée aux batailles qui durent, Fernandez, levant haut son poing droit fermé et puisant son énergie dans le soutien du public à chaque point remporté, elle s'est détachée dans le troisième set, en menant 5-2, mais Svitolina a débriqué deux fois, rendant l'épilogue de ce match bien incertain.

Le tie-break bascula à 5-5, quand la Canadienne a réussi un passing long de ligne, avec l'aide de la bande du filet. Sur quoi, c'est Svitolina qui a craqué sur sa balle de match en commet-



tant l'erreur fatale, avant d'aller féliciter son adversaire qui se relevait à peine d'avoir posé ses deux genoux à terre. En demi-finale, Fernandez aura encore fort à faire contre la Bélarusse Aryna Sabalenka (2e) ou à la Tchèque Barbora Krejčíková (9e), lauréate du dernier Roland-Garros.

ELIMINATOIRES DU MONDIAL 2022
(GROUPE A/2^E JOURNÉE)
BURKINA FASO - ALGÉRIE (1-1)

Les Verts ont laissé filer la victoire

La sélection algérienne de football, nettement moins incisive en deuxième mi-temps, a laissé filer ce qui aurait pu être une précieuse victoire face au Burkina Faso, contre lequel elle s'est finalement contenté d'un nul (1-1), en match disputé mardi soir à Marrakech (Maroc), pour le compte de la deuxième journée des éliminatoires de la Coupe du monde 2022.

Les Verts avaient, en effet, très bien démarré la rencontre, ce qui leur avait permis d'ouvrir le score dès la 18^e minute de jeu, grâce au meneur de jeu Sofiane Feghouli, qui après avoir bénéficié d'une belle passe en retrait de la part d'Islam Slimani, s'était présenté seul

devant le gardien Herve Koffi, avant de le tromper d'un tir à bout portant (1-0).

Un scénario logique vu la physionomie de la rencontre, car les poulains du coach Djamel Belmadi avaient outrageusement dominé le début de match, en se procurant deux belles occasions au passage.

La première par Ramy Bensebaini, d'une belle tête croisée, suite à un coup franc bien brossé par Youcef Belaïli (8'), et la seconde par Islam Slimani d'un tir croisé à l'intérieur du carré des 18, après un service magistral du capitaine Ryad Mahrez (10').

La domination des Verts s'est poursuivie avec la même intensité, devant un adversaire quasi absent, qui a d'ailleurs attendu la 30^e minute de jeu pour se procurer sa première occasion dans ce match. C'était par l'intermédiaire de Lassina Traoré, dont le tir croisé a été capté difficilement par le gardien Raïs M'Bolhi.

Une chaude alerte qui avait suscité une réaction quasi immédiate de la part des Verts, puisque moins d'une minute plus tard, et suite à une belle action collective, orchestrée par Youcef Belaïli, l'intenable Slimani avait hérité d'une belle passe en profondeur et s'était présenté seul devant le gardien Herve Koffi, qu'il a dribblé avant de tirer au but, mais le portier Burkinabé s'était bien ressaisi, et d'un réflexe inouï, avait réussi à écarter le danger. Après la pause, et pensant peut-être avoir fait le plus dur dans ce match en menant au score, Les Verts ont radicalement changé de stratégie, en abandonnant l'initiative du jeu aux

Etalons, et en se contentant de jouer uniquement le contre. Un choix qui s'est avéré fatal, puisque les Etalons n'ont pas manqué d'exploiter cette généreuse offrande, et leurs efforts ont été récompensés par une égalisation méritée dès la 64^e.

C'était suite à une action bien construite sur le côté gauche, suivi d'une belle passe en retrait de Lassina Traoré pour Abdoul Tapsoba, qui seul dans le carré des six mètres a fusillé M'Bolhi d'un tir à bout portant (1-1).

Une situation qui a obligé le coach Djamel Belmadi à procéder dès lors à quelques changements offensifs, avec l'espoir de reprendre l'avantage au score, notamment, en incorporant Baghdad Bounedjah et Saïd Berrahma, mais sans succès.

Malgré quelques belles occasions dans le dernier quart d'heure, le score est resté d'un but partout jusqu'au coup de sifflet final de l'arbitre Botswanaï.

Un score de parité qui maintient l'Algérie et le Burkina Faso ensemble à la première place du Groupe "A", avec quatre points chacun, mais avec un meilleur Goal-average pour les Verts (ndlr : +8, contre +2 pour les Etalons). Dans l'autre match de ce Groupe "A", disputé lundi après-midi à Rabat (Maroc), le Niger avait dominé Djibouti (4-2), empochant ainsi ses trois premiers points dans la compétition. La troisième journée de ces éliminatoires du Mondial 2022 est prévue au mois d'octobre prochain.

L'Algérie recevra le Niger alors, que le Burkina Faso défiera le Djibouti.



Fiche technique

Fiche technique du match Burkina Faso - Algérie (1-1, mi-temps 0-1), disputé mardi soir au stade de Marrakech (Maroc), pour le compte de la deuxième journée (Groupe A) des éliminatoires de la Coupe du monde 2022 :

Stade de Marrakech. Temps relativement doux. Pelouse en très bon état. Match à huis clos, en raison de la pandémie.

Arbitrage du botswanaï Joshua Bondo, assisté de Sorro Fustoni (Lesotho) et Mathieu Kanianga (Namibie).

Buts :

- Abdoul Tapsoba (64') Burkina Faso
- Feghouli (18') Algérie

Avertissements :

- Abdoul Tapsoba (15'), Gustavo Sangaré (75') Burkina Faso
- Bensebaini (23') Algérie

Burkina Faso : Herve Koffi, Oula Traoré, Steeve Yago, Issa Kabore, Issoufou Dayo (C), Bryan Dabo (Ouedraogo 86'), Adama Guira, Gustavo Sangaré, Lassina Traoré (Konaté 81'), Abdoul Tapsoba (Botué 81'), Zakaria Sanogo (Bandé 70').

Entraîneur : Kamou Malo.

Algérie : M'Bolhi, Zeffane, Bensebaini (Khacéf 60'), Benlamri, Mandi, Bennacer, Mahrez (C), Zerrouki, Slimani (Bounedjah 67'), Feghouli (Belkbla 60'), Belaïli (Berrahma 67').

Entraîneur : Djamel Belmadi.

Le point du Groupe "A" à l'issue de la 2^e journée

Le point du Groupe "A" des éliminatoires de la Coupe du monde 2022 (Zone Afrique), à l'issue de la 2^e journée, disputée lundi et mardi :

Lundi, 6 septembre :
Djibouti - Niger 2-4
Mardi, 7 septembre :
Burkina Faso - Algérie 1-1

Classement	Pts	J	Diff
1). Algérie	4	2	+8
2). Burkina Faso	3	2	+2
3). Niger	3	2	0
4). Djibouti	0	2	-10

Déjà joués :

Niger - Burkina Faso 0-2
Algérie - Djibouti 8-0

3^e journée, octobre 2021 :

Djibouti - Burkina Faso
Algérie - Niger

4^e journée, octobre 2021 :

Niger - Algérie
Burkina Faso - Djibouti

5^e journée, novembre 2021 :

Djibouti - Algérie
Burkina Faso - Niger

6^e journée, novembre 2021 :

Algérie - Burkina Faso
Niger - Djibouti.

NB : Le premier de chacun des dix groupes se qualifie pour les barrages, prévus au mois de mars 2022. Cinq confrontations en deux manches seront connues à l'issue d'un tirage au sort, en tenant compte du classement de la Fédération internationale (Fifa), pour désigner les cinq représentants africains à la prochaine Coupe du monde, prévue en 2022 au Qatar.

Premier objectif atteint pour les Verts

La sélection algérienne de football a atteint son premier objectif dans le cadre des éliminatoires de la Coupe du monde 2022, en s'emparant provisoirement de la tête du groupe "A" à l'issue des deux premières journées, disputées en ce début du mois de septembre et pendant lesquelles elle avait commencé par remporter une éclatante victoire contre Djibouti (8-0), avant d'enchaîner avec un nul (1-1) face au Burkina Faso.

Un nul au goût amer, certes, car la victoire semblait largement à la portée des Verts, qui avaient d'ailleurs commencé par mener au score, en dominant largement les quarante-cinq premières minutes.

Les camarades de Youcef Belaïli s'étaient même procurés un très grand nombre d'occasions, au point que le score aurait pu être facilement de 3-0 à l'issue de cette première mi-temps.

Malheureusement pour eux, le gardien Hervé Koffi s'était montré à la hauteur, en repoussant à lui seul plusieurs chaudes alertes, et ne cédant qu'une seule fois devant Sofiane Feghouli à la 18^e.

Cependant, la suite des péripéties a été nettement moins bonne pour les Algériens, puisque leur rendement a vaït baissé de manière significative pendant la deuxième mi-temps, au point de leur coûter la victoire.

En effet, les "Etalons" avaient profité du relâchement des Verts pendant ces 45 dernières minutes surtout avec la sortie du duo Bennacer-Feghouli, pour reprendre l'initiative du jeu à leur compte et arracher une égalisation méritée, peu après l'heure de jeu.

Et comme souvent, les avis des puristes et des analystes ont beaucoup divergé concernant ce qui s'était passé mercredi soir là au stade de Marrakech, car si certains étaient restés plus ou moins positifs, d'autres ne l'ont pas été du-tout.

En effet, si certains ont gardé à l'esprit le fait que la sélection algérienne est allée défier l'autre favori du Groupe "A" et qui contrairement à elle s'était mieux adapté au climat et au terrain de Marakech, du fait qu'il s'y trouvait depuis plusieurs déjà, d'autres analystes ont juste tenu compte du fait que les Verts s'étaient "considérablement relâchés en deuxième mi-temps", en considérant que c'était là l'unique raison qui avait fini par leur coûter la victoire.

Cependant, force est de reconnaître que l'éclatante victoire contre Djibouti lors de la première journée avait leurré beau nombre de personnes, notamment, en leur faisant oublier que la totalité des joueurs sortaient à peine de la traditionnelle préparation d'avant-saison et qu'ils n'étaient pas encore compétitifs, du fait qu'il n'avaient joué qu'un ou deux matchs avec leurs clubs respectifs. Autrement dit, les Verts n'avaient pas encore trouvé leur rythme de croisière, pour pouvoir imposer leur suprématie comme cela avait été le cas au préalable.

Ainsi, cette éclatante victoire contre Djibouti était surtout due au fait que l'adversaire était modeste, comme en témoigne sa deuxième défaite (2-4) contre le Niger, qui pourtant est nettement moins fort que l'Algérie et le Burkina Faso.

A partir de là, on peut dire que les gens qui avaient choisi comme "référence" la large victoire contre Djibouti s'étaient trompés, car c'est plutôt le duel contre le Burkina Faso qui était le "vrai premier test" pour les Verts.

Sur un plan comptable, les Algériens ont réalisé une bonne opération à l'issue de ses deux premières sorties de la campagne des éliminatoires du mondial 2022. Les hommes de Djamel Belmadi sont en tête de leur groupe, avec une meilleure différence de buts, et surtout en ayant bien négocié le premier duel décisif contre l'autre favori du groupe.

Une large victoire et un nul en déplacement, deux résultats plus que probants donc, surtout dans l'état actuel des choses, en attendant les 3^e et 4^e journées de ces éliminatoires du Mondial-2022 contre le Niger, prévues au mois d'octobre prochain et pendant lesquelles les camarades du capitaine Riyad Mahrez auront peut-être commencé à retrouver leur top-niveau.

APS

Résultats complets

Résultats complets de la deuxième journée des éliminatoires de la Coupe du monde 2022 (Zone Afrique), disputée dimanche, lundi et mardi :

Dimanche, 5 septembre :

(Gr-E) : Rwanda - Kenya 1-1
(Gr-H) : Togo - Namibie 0-1
(Gr-F) : Gabon - Egypte 1-1

Lundi, 6 septembre :

(Gr-A) : Djibouti - Niger 2-4
(Gr-J) : Bénin - RD Congo 1-1
(Gr-E) : Ouganda - Mali 0-0
(Gr-C) : Centrafrique - Libéria 0-1
(Gr-I) : Guinée - Maroc (reporté)
(Gr-G) : Afrique du Sud - Ghana 1-0
(Gr-D) : Côte d'Ivoire - Cameroun 2-1

Mardi, 7 septembre :

(Gr-B) : Zambie - Tunisie 0-2
(Gr-D) : Malawi - Mozambique 1-0
(Gr-J) : Tanzanie - Madagascar 3-2
(Gr-B) : Guinée Equatoriale - Mauritanie 1-0
(Gr-G) : Ethiopie - Zimbabwe 1-0
(Gr-H) : Congo - Sénégal 1-3
(Gr-C) : Cap Vert - Nigeria 1-2
(Gr-F) : Angola - Libye 0-1
(Gr-I) : Soudan - Guinée 2-4
(Gr-A) : Burkina Faso - Algérie 1-1

LIGUE 1 - COVID-19

La JS Saoura entame une opération de vaccination de ses supporters

La JS Saoura a entamé ce mardi une opération de vaccination de ses supporters et des citoyens dans le cadre de l'application des mesures du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS), concernant la prévention et la lutte contre la pandémie de Covid-19 en milieu sportif, indique un communiqué de la direction de ce club sociétaire de la ligue 1 de football.

"Cette action préventive qui se déroule actuellement au niveau du siège central du club au centre-ville de Bechar, vient aussi en application de la décision du ministère de tutelle d'autoriser l'entrée au stade des supporters dès le début des compétitions de la ligue 1 de football prévu le 23 octobre prochain, et ce à condition qu'ils soient vaccinés et disposant de la carte de vaccination contre la Covid-19", a précisé la même source.

Une équipe médicale et paramédicale a été mobilisée pour assurer cette opération, qui se poursuivra jusqu'au début du championnat de Ligue 1, a-t-on signalé.

Auparavant, la direction de la JS Saoura a procédé à la vaccination de l'ensemble de ses joueurs, membres du staff technique et dirigeants ainsi que le personnel du club, et ce dans le cadre des mêmes mesures de prévention" conclut le communiqué.

LIGUE 1

Kamel Bouhella nouvel entraîneur du WA Tlemcen (président)

Le WA Tlemcen a jeté son dévolu sur l'entraîneur Kamel Bouhella pour lui confier la barre technique de son équipe en vue de la saison prochaine, a-t-on appris, mardi, du président de ce club de Ligue 1 de football.

"Nous avons tout conclu avec l'entraîneur Bouhella qui devra se rendre jeudi à Tlemcen pour signer son contrat avec notre club", a déclaré à l'APS Rachid Meliani.

Le WAT avait évité in-extremis la relégation lors du précédent exercice, pendant lequel sa barre technique a connu le défilé de trois techniciens, dont le dernier en date, Abdelkader Amrani qui a annoncé son départ au lendemain du dernier match des siens en championnat.

"Nous plaçons d'énormes espoirs sur Bouhella afin de mener notre équipe vers des résultats meilleurs la saison prochaine, car nous ne voulons pas revivre le même scénario de l'exercice précédent", a ajouté le premier responsable de la formation des "Zianides".

Le successeur d'Amrani avait dirigé plusieurs clubs de différents paliers.

Son dernier club étant le WA Boufarik, qu'il a entraîné la saison passée en championnat de Ligue 2.

Le président du WAT a fait savoir, en outre, qu'il était en train de "faire le nécessaire", pour lever l'interdiction de recrutement dont fait l'objet son club à cause de plaintes déposées à son encontre par d'anciens joueurs au niveau de la Chambre nationale de résolution des litiges (CNRL).

"Les dettes que le club doit à d'anciens joueurs ne dépassent pas les 25 millions de dinars. Nous comptons tout régler pour lever l'interdiction de recrutement et engager de nouveaux joueurs en vue de l'exercice à venir", a affirmé Rachid Meliani.

Le même responsable a informé au passage que 13 joueurs de l'effectif de l'exercice écoulé ont à leur tour saisi la CNRL, ce qui pourrait priver le WAT de recrutement lors du prochain mercato hivernal.

APS

LIGUE 1 - JS KABYLIE

Le CSA de Yarichene récupère le registre de commerce

Le conseil d'administration de la JS Kabylie (ligue 1 de football) élu en mars dernier, a récupéré mardi le registre de commerce de la SSPA JSK, ont annoncé, des représentants de ce même conseil lors d'une conférence de presse.

"Nous avons en notre possession le registre de commerce, nous l'avons récupéré ce matin après des démarches judiciaires et administratives", ont annoncé Rachid Azouaou vice-président du CA et Djaffar Ait Mouloud, Président du CSA, aux journalistes en exhibant le fameux document. M. Azouaou a observé que "les autorités doivent savoir qu'à partir d'aujourd'hui, nous sommes les représentants de la JSK", ajoutant que personne (autre que le CA qu'il représente) n'a le droit de parler au nom de la JSK". Concernant le silence du CA depuis son élection le 21 mars dernier, ce même intervenant a souligné que le club de football de la JSK était engagé sur trois fronts (Coupe de la Confédération, championnat de L1 et la Coupe de la ligue professionnelle) et



qu'il "ne fallait donc pas le perturber". De son côté, Djaffar Ait Mouloud a expliqué que l'antenne de Tizi-Ouzou du centre national du registre de commerce "nous a remis le registre de commerce qui prouve que c'est Yazid Yarichene qui est président du conseil d'adminis-

tration de la JSK". Il a informé que "Yazid Yarichene rentrera jeudi prochain et animera une conférence samedi et le lendemain dimanche, nous serons au siège de la JSK". Chérif Mellal qui s'est exprimé sur cette affaire, via la Radio de la JSK qui diffuse sur les réseaux

sociaux, a indiqué que si l'équipe adverse (de Yarichene) ramène une ordonnance de justice en sa faveur et récupère le registre de commerce, la direction qu'il représente dispose de 15 jours pour introduire un pourvoi en cassation de la décision de justice".

LIGUE 1 (JS KABYLIE)

L'entraîneur Henri Stambouli à pied d'œuvre à Tizi-Ouzou

Le nouvel entraîneur de la JS Kabylie, Henri Stambouli, engagé pour deux saisons, est arrivé mardi à Alger, d'où il a rallié la ville de Tizi-Ouzou, a annoncé le club pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football, sur sa page officielle Facebook.

Le nouveau responsable de la barre technique du club le plus titré du pays, sera présenté demain mercredi aux supporters de la JSK qui vont également découvrir les nouvelles recrues.

Le technicien français Henri remplace au poste d'entraîneur son compatriote Denis Lavagne. Ce dernier, arrivé en janvier en remplacement de Youcef Bouzidi, avait réussi à conduire les "Canaris" vers la finale de Coupe de la Confédération, perdue le 10 juillet dernier face aux



Marocains du Raja Casablanca (2-1) à Cotonou, avant de remporter la Coupe de la Ligue aux dépens du NC

Magra (2-2, aux t.a.b : 4-1). Denis Lavagne avait refusé de prolonger son contrat, préférant répondre favorablement à la proposition de l'USM Alger.

Stambouli (60 ans) avait cumulé une grande expérience pour avoir dirigé de nombreuses équipes européennes : l'Olympique Marseille (France), le FC Istres (France), le CS Sedan (France), le FC Sion (Suisse), l'UD US Palmas (Espagne).

Né à Oran, Stambouli a également exercé énormément en Afrique, où il avait eu à diriger les sélections de Guinée (1998-1999) et du Mali (2003-2004).

Le nouveau coach des "Canaris" a occupé également plusieurs postes de responsabilité dans le domaine de la formation.

LIGUE 2 (CENTRE-OUEST) MCB OUED SLY

Vers le maintien de l'entraîneur Saïd Hamouche (président)

L'entraîneur Saïd Hamouche sera bientôt convié à négocier avec la direction du MCB Oued Sly en vue de prolonger son contrat avec ce club de Ligue 2 de football, a indiqué, mardi, le président de ce dernier.

Rachid Chiranou a fait savoir à ce propos qu'il était "satisfait" du travail réalisé par son entraîneur au cours de l'exercice passé, qui a vu son équipe échouer de peu dans la course à l'accession en Ligue 1.

"Nous préférons opter pour la stabilité, d'où notre désir de prolonger le contrat de l'entraîneur Hamouche si nous parve-

nons bien sûr à trouver un terrain d'entente dans les jours à venir.

Ce technicien a réalisé du bon travail la saison passée, et nous souhaitons bien qu'il continue avec nous", a déclaré Chiranou sur la page officielle de son club.

Le coach Saïd Hamouche avait atterri au MCB Oued Sly au milieu de milieu de l'exercice passé en remplacement de son collègue Touhami Sahraoui.

Il a réussi à terminer champion de son groupe Ouest avant d'échouer dans les Play-Off.

En attendant de connaître le sort des négociations

avec le technicien Hamouche, le président du représentant de la wilaya de Chlef a informé avoir noué des contacts avec sept joueurs "de valeur" en vue de les recruter.

Il a, en outre, affiché de grosses ambitions pour jouer les premiers rôles la saison prochaine, "et pourquoi pas accéder parmi l'élite", a-t-il encore dit.

Par ailleurs, le même responsable s'est dit "inquiet" quant au retard accusé dans l'aménagement du stade communal, une situation qui avait obligé son équipe à accueillir ses adversaires au niveau du stade

Mohamed-Boumezreg à Chlef tout au long de l'exercice écoulé.

"Comme les compétitions des jeunes catégories seront relancées la saison prochaine, nous risquons de trouver des difficultés pour leur assurer un lieu d'entraînement et de domiciliation de leurs matchs, vu que les travaux au niveau de notre stade ne sont pas encore achevés", a-t-il prévenu.

Contrairement à la saison passée, les 32 clubs du deuxième palier ont été répartis en deux groupes (centre-ouest et centre-est). Les leaders de chaque groupe accéderont en Ligue 1 en fin de saison.

Javier Pastore file en Espagne

Le milieu offensif argentin va poursuivre sa carrière en Espagne. Alors qu'il a récemment résilié son contrat avec l'AS Roma, Javier Pastore s'est déjà trouvé un point de chute. Alors que son nom a circulé à Boca Juniors et à River Plate, le milieu offensif argentin a décidé de poursuivre sa carrière en Espagne. Le joueur de 32 ans a signé un contrat d'un an en faveur d'Elche. Avec la formation ibérique, il va évoluer avec l'ancien attaquant marseillais, Dario Benedetto.



ANDREAS CHRISTENSEN VEUT RESTER À CHELSEA

Andreas Christensen pourrait prolonger son contrat. Chelsea : Andreas Christensen veut rester sous contrat avec Chelsea jusqu'en juin 2022, le défenseur Andreas Christensen, n'aurait aucune intention de s'en aller.

En effet, le Danois de 25 ans a expliqué dans un entretien à Ekstra Bladet qu'il se sentait bien à Londres et qu'il n'envisageait pas de partir.

« Je sais que beaucoup de choses se disent en ce moment. Je ne peux pas trop en dire, mais je pense que ça a l'air bien. Nous

avons gagné la Ligue des champions et la Supercoupe (d'Europe). Je suis très heureux d'être dans ce club et je pense que Chelsea est le bon endroit pour être en Angleterre. ». Apparu à 4 reprises cette saison toutes compétitions confondues, Christensen semble faire partie des plans de Tuchel.

THEO HERNANDEZ DANS LE VISEUR DE MAN CITY

Theo Hernandez, le défenseur du Milan AC, serait surveillé par plusieurs grosses équipes européennes. Parmi elles, on retrouverait Manchester City et le PSG.

Enfin sélectionné en équipe de France comme son frère Lucas, Theo Hernandez fait le bonheur du Milan AC. Sous contrat jusqu'en juin 2024 le défenseur français serait dans le viseur de plusieurs clubs. Dont Manchester City notamment. Le club de Premier League serait en concurrence sur ce dossier avec le PSG notamment selon des informations de la presse italienne. Theo Hernandez est actuellement évalué à 50 millions d'euros. Nul doute que sa récente sélection nationale va faire monter les prix. Le Milan AC peut espérer vendre son défenseur français autour de 70 millions d'euros à l'image de ce qu'a fait l'Inter pour Hakimi.

En attendant, le jeune défenseur se réjouit de pouvoir concurrencer son frère Lucas au poste de latéral gauche des Bleus. « Chacun a ses qualités, moi je travaille pour moi. Parfois, on rigole, je lui dis : « je vais t'enlever le poste ». Chacun ses qualités, je le répète. Je suis peut-être plus rapide. C'est mon frère. J'espère que la prochaine fois, il sera avec nous ici » a-t-il expliqué rapporte L'Equipe.



LIOU TRAORÉ TROIS ANS À PARME

Libre cet été, depuis la fin de son contrat avec Manchester United, le milieu français Aliou Traoré (20 ans) s'est engagé jusqu'en 2024 avec Parme. Après trois ans au sein des équipes de jeunes de Manchester United et une expérience en prêt à Caen (L2) la saison passée, Aliou Traoré va découvrir l'Italie. Le jeune milieu français (20 ans), arrivé au terme de son contrat avec les Red Devils, s'est engagé avec Parme. Il y a signé mardi un bail de trois saisons avec le club relégué en mai en Serie B. Traoré a lancé sa carrière professionnelle ces derniers mois à Caen où il a joué 19 matches de Ligue 2 (pour 6 titularisations) et 2 en Coupe de France. A Parme, le joueur passe par les équipes de jeunes du PSG et côtoie deux compatriotes, les défenseurs Vincent Laurini et Woyo Coulibaly.

Di Maria suspendu 3 matchs en C1

Alors que la Ligue des champions va démarrer dans quelques jours, une bien mauvaise nouvelle concernant Angel Di Maria vient d'être rendue publique. Dans quelques jours, le PSG va ouvrir sa nouvelle campagne de Ligue des champions face au Cercle Bruges. Le club belge s'annonce comme l'adversaire le plus abordable de la poule. Le faux-pas est donc interdit. Cette rencontre, le PSG devrait la disputer sans Angel Di Maria, l'attaquant argentin qui a en effet été suspendu lourdement, et ce en toute discrétion !

Le site Culture PSG a en effet relayé ce matin que l'instance européenne, le 8 juin dernier, s'était prononcée suite à ma demi-finale bouillante entre le PSG et Manchester City. Et Di Maria, expulsé après une friction avec Fernandinho, a écopé d'une sanction de trois matchs ferme ! Une suspension pour la moitié des matchs de poule qui s'ajoute à une amende de 16000€ pour conduite inappropriée de l'équipe, et 35000€ pour le coup d'envoi reporté.



Depay égale Cruyff

Les Pays-Bas se sont baladés ce mercredi soir face à la Turquie. Grâce notamment à un triplé d'un certain Memphis Depay, 3 buts qui permettent à l'ancien Lyonnais de rejoindre une légende au tableau des meilleurs buteurs de l'Orange mécanique.

6-1 score final, les Pays-Bas n'ont fait qu'une bouchée de la Turquie ce mardi en match de qualification pour la prochaine Coupe du monde. Le tout grâce à un certain Memphis Depay. Dans une forme olympique, le joueur du FC Barcelone s'est offert un triplé et une passe décisive dans ce match. L'attaquant néerlandais compte désormais 33 buts sous le maillot de sa sélection, le même chiffre que la légende Johan Cruyff.



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général, responsable de la publication **Abdelmadjid CHERBAL**

Directeur de la rédaction

A. CHERBAL

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - **IMPRESSION :** S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

ALGÉRIE - MAURITANIE

Lamamra reçu à Nouakchott par le Président mauritanien

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra a été reçu à son arrivée, mardi à Nouakchott, en qualité d'Envoyé spécial du Président de la République, par le président mauritanien, Mohamed Ould Cheikh El-Ghazaouani, a indiqué le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

M. Lamamra a transmis au président mauritanien "les salutations fraternelles et un message de son frère, le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune". A son tour, le Président mauritanien a chargé le ministre Lamamra de "transmettre ses sincères salutations, ainsi que sa profonde estime à son frère, le Président Abdelmadjid Tebboune", ajoute-t-on dans le communiqué.

La rencontre a constitué, selon le communiqué, "une occasion de passer en revue les relations bilatérales et réaf-



firmes les liens fraternels et historiques entre deux pays et les deux peuples frères". Les deux parties se sont également félicitées de l'évolution continue que connaissent ces

relations dans tous les domaines, ainsi que du soutien et de l'intérêt accordés par les deux dirigeants des deux pays. "Les entretiens ont porté sur la situation actuelle au double plan maghrébin et arabe, les défis communs dans la région sahélo-aharienne, ainsi que les voies et moyens, à même de consolider la tradition de la concertation et de la coordination en ce qui concerne les questions africaines et arabes d'intérêt commun, notamment la prochaine échéance du sommet arabe en Algérie".

DIPLOMATIE

L'Algérie plaide à New York pour la promotion de la paix et la stabilité dans le monde

Le Représentant permanent de l'Algérie auprès de l'ONU, l'ambassadeur Sofiane Mimouni, a réaffirmé mardi à New York, l'engagement et le rôle de l'Algérie dans la promotion de la paix et de la stabilité aux niveaux continental et mondial, considérées comme principes cardinaux de la politique étrangère algérienne.

A l'occasion du Forum annuel de haut niveau sur la Culture de la paix, dans le cadre de la mise en œuvre de la Déclaration et du Plan d'action des Nations unies, l'Ambassadeur Sofiane Mimouni, a mis en exergue le concept de Paix en tant que principe ancré et enraciné dans la Charte de l'ONU.

Dans son allocution à l'occasion de ce Forum, le diplomate a souligné "le rôle de l'Algérie dans la promotion de la paix et de la stabilité aux niveaux continental et mondial, mais aussi son rôle en tant que carrefour des civilisations, qui a toujours été attachée à la promotion de la culture de la paix et du dialogue au sein des sociétés et des Nations", mettant en évidence la nécessité de promouvoir la paix pour continuer à guider l'action de la communauté internationale. M. Mimouni a rappelé que l'Algérie "demourait une référence dans la promotion du dialogue de respect entre les Nations et un pays exportateur de paix et de stabilité, qui place ces concepts en tant que principes cardinaux de la politique étrangère algérienne".

Il a expliqué que c'est dans ce cadre que l'Algérie qui continue de renforcer sa coopération avec les pays de son voisinage en particulier les pays du Sahel, a entrepris une médiation au Mali ayant abouti à la signature de l'Accord de paix et de réconciliation nationale, et poursuit également ses efforts de promotion du dialogue inter-libyen, en vue d'ouvrir la voie à un règlement pacifique des conflits dans la région.

L'ambassadeur a cité, à ce titre, l'initiative de l'Algérie au sein de l'ONU, permettant la proclamation du 16 mai "Journée internationale du vivre ensemble en paix", visant à promouvoir le vivre ensemble dans la paix, la tolérance, la coexistence pacifique, la compréhension et le respect mutuel.

Il a relevé la dynamique démocratique qui s'est renforcée pour ancrer les valeurs intrinsèques du vivre ensemble, en consolidant l'Etat de droit, le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et en soutenant la promotion des droits et de la condition de la femme et en préservant la cohésion de la société algérienne. M. Mimouni a réaffirmé l'attachement de l'Algérie à la coopération et à la solidarité internationales, qui sont plus que jamais requis, au moment où le monde fait face à des défis multiformes

parmi lesquels figurent la pandémie de Covid-19, les inégalités, la pauvreté, le discours de haine, le racisme et l'extrémisme violent, rappelant toutefois, que cette pandémie avait révélé l'importance de promouvoir davantage la culture de la paix comme moyen d'assurer la cohésion au sein des sociétés et la coexistence pacifique en vue de permettre, entre autres, la mise en œuvre des objectifs de développement durable.

Plaidant en faveur d'un multilatéralisme renforcé, à travers notamment une coopération internationale efficace et des partenariats multilatéraux, M. Mimouni a insisté sur la nécessité d'une action concrète de tous les Etats et autres parties prenantes en vue de réaliser la culture de la paix en s'attaquant aux causes profondes des conflits, y compris à travers la décolonisation et la lutte contre l'extrémisme violent, l'éradication de la pauvreté et la promotion de la bonne gouvernance et de l'Etat de droit. "Au moment où le monde s'efforce de se reconstruire après la pandémie de Covid-19, de réformer les Nations unies et de mettre en œuvre l'agenda 2030, la communauté internationale est appelée à jeter les bases d'une paix durable centrée sur les peuples en s'appuyant sur une approche holistique de la consolidation de la paix", a conclu l'ambassadeur d'Algérie à l'ONU.

SÉCURISATION DU TERRITOIRE NATIONAL

Plusieurs opérations menées par l'ANP en une semaine (bilan)

Plusieurs opérations ont été menées par des détachements et des unités de l'Armée nationale populaire (ANP) en une semaine, dans le cadre de leurs nobles missions de défense et de sécurisation du territoire national contre toute forme de menaces, qui témoignent de l'engagement infailible des Forces Armées à préserver la quiétude et la sécurité dans notre pays", précise la même source.

Ainsi, dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'ANP "a découvert et détruit, à Jijel, deux (2) bombes de confection artisanale". Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et dans la "dynamique des efforts soutenus" visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans le pays, des détachements combinés de l'ANP "ont arrêté, en coordination avec les différents services de sécurité au niveau des territoires de 2^e et 3^e Régions militaires, (2) narcotrafiquants et saisi 475 kilogrammes de kif

traité que les bandes criminelles ont tenté d'introduire à travers les frontières avec le Maroc, tandis que (10) autres narcotrafiquants ont été arrêtés en plus de 61,704 comprimés psychotropes saisis, dans diverses opérations exécutées à travers les différentes Régions militaires".

Par ailleurs, des détachements de l'ANP "ont intercepté, à Tamanrasset, In Guezzam, Bordj Badji Mokhtar et Djanet, 112 individus et saisi 16 véhicules, 201 groupes électrogènes, 102 marteaux piqueurs, 5 détecteurs de métaux, des quantités d'explosifs, d'outils de détonation et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite, ainsi que 32 tonnes de

mélange d'or brut et de pierres, 6,5 tonnes de denrées alimentaires, alors que 7 fusils de chasse et 28 quintaux de tabac ont été saisis à El-Oued, Bordj Bou Arreridj et Mascara. De même, des tentatives de contrebande de quantités de carburants s'élevant à 6.667 litres ont été déjouées à Tébéssa, El-Tarf et Souk Ahras".

Dans un autre contexte, les Garde-côtes "ont déjoué, au niveau de nos côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine de 96 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 50 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Tlemcen, Tébéssa, Ouargla et Djanet".

LIGUE ARABE

Le SG de la Ligue arabe salue "le rôle pivot" de l'Algérie dans les dossiers régionaux et internationaux

Le Secrétaire général (SG) de la Ligue arabe, Ahmed Aboul Gheit a salué "le rôle pivot" que joue l'Algérie dans divers dossiers régionaux et internationaux, se félicitant à ce propos des dernières mesures prises par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à réactiver le rôle de la diplomatie algérienne, a indiqué mardi un communiqué du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE).

Cet hommage a été rendu par M. Aboul Gheit lors de la réception, lundi, du président du CNESE, Rédha Tir, au siège du Secrétariat général de la Ligue arabe, où il "a salué le rôle pivot que joue l'Algérie dans divers dossiers régionaux et internationaux".

M. Aboul Gheit s'est également félicité "des dernières mesures et initiatives prises par le Président Tebboune afin de réactiver le rôle de la diplomatie algérienne et la réelle volonté de l'Algérie de parachever le processus des réformes internes avec calme et sagesse".

Cette réunion a eu lieu en marge de la 47^e session de la Conférence arabe du Travail, dont les travaux ont débuté lundi au Caire, en présence du Premier ministre égyptien, de plusieurs ministres arabes et du SG de la Ligue arabe, ainsi que de membres des délégations d'organisations patronales et de syndicats de 21 pays arabes, en sus de représentants d'organisations arabes et internationales et nombre d'ambassadeurs.

De son côté, M. Tir a fait une présentation sur le rôle du CNESE dans les processus de développement économique visant à "jeter les bases d'un développement humain durable, avec la participation des acteurs économiques, sociaux, syndicaux et de la société civile".

Ceci intervient, poursuit M. Tir, "en consécration du principe de la démocratie participative et en approfondissement du dialogue social qui revêt une importance capitale dans la consultation, la formulation de propositions et de recommandations et l'élaboration d'études et leur présentation au Gouvernement".

Selon le communiqué, il a également mis l'accent sur l'activation du travail de la Ligue des conseils économiques et sociaux et des instances similaires dans les pays arabes, laquelle a été créée en Algérie en 2015, tout en l'érigeant en "un levier puissant de l'action arabe commune, en vue de parvenir à la complémentarité et l'intégration économiques entre les pays arabes".

Pour M. Tir, le fait que l'Algérie abrite l'assemblée générale de la Ligue arabe des conseils économiques et sociaux et des instances similaires, les 22 et 23 novembre prochain, s'inscrit dans la même démarche.

La rencontre était également une occasion pour M. Tir d'adresser une invitation au Secrétaire générale de la Ligue arabe en vue d'assister au Forum africain du secteur privé qui sera organisé par le CNESE "sous le patronage du président de la République" au cours du dernier trimestre de cette année en collaboration avec l'Union africaine (UA).

A ce propos, le communiqué indique que cette invitation a été accueillie favorablement par le Secrétaire général qui a fait part de la disposition de la Ligue à collaborer dans tout ce qui est à même de servir les causes arabes.

M. Tir avait reçu une invitation du directeur général de l'Organisation arabe du Travail (OAT), Faye al-Mutairi en vue de prendre part aux travaux de la 47^e session de la Conférence arabe du Travail, intitulée "Management et microprojets, la voie vers le développement durable et l'autonomisation".